TORNATA DEL 20 GIUGNO 1857

PRESIDENZA DEL PRESIDENTE AVVOCATO CARLO CADORNA.

SOMMARIO. *Relazione sull'assestamento definitivo dei conti per l'anno* 1853 — *Sollecitazione del deputato Brunier per la presentazione di un progetto di legge sul notariato — Spiegazioni in proposito del ministro di grazia e giustizia — Seguito della discussione del bilancio passivo per l'interno, per l'anno* 1858 — *Appello nominale — Rigetto della proposta del deputato Despine per aumento sulla categoria* 27, Opere pie ed esposti — *Nuove parole del deputato Girod in appoggio di altra proposta di aumento, combattuta dal ministro dell'interno, e rigettata — Proposta d'aumento fatta dal deputato Sulis, anche combattuta dal ministro, e rigettata — Proposta del deputato Asproni per cancellazione di somma, oppugnata dal presidente del Consiglio e dal deputato Decastro, e rigettata — Aumento sulla categoria* 32, *consentito — Istanze dei deputati Naytana e D'Arcais sulle categorie* 38 *e* 39, *e risposte del ministro dell'interno — Sono approvate tutte le categorie — Votazione ed approvazione del progetto di legge per ristauri al castello del Valentino — Relazione sul progetto di legge per la riforma della tariffa di navigazione sul lago di Bourget — Discussione generale del bilancio passivo dell'istruzione pubblica per l'anno* 1858 — *Osservazioni generali ed istanze dei deputati Polto e Asproni, e risposte del ministro della pubblica istruzione — Si delibera di passare alla discussione delle categorie — Incidente sull'ordine del giorno.*

La seduta è aperta alle ore 12 1[4 pomeridiane.

CAVALLINI, *segretario*, legge il processo verbale della precedente tornata.

LOUARAZ, *segretario*, espone il seguente sunto di petizione:

6384. Il Consiglio delegato del comune di San Vito (Sardegna), riferendosi alla petizione da esso già inoltrata fino dallo scorso aprile e registrata sotto il numero 6295, tendente ad ottenere la facoltà di poter procedere alla vidazzone per l'anno agrario 1857-58 nei terreni a tal uopo regolarmente scelti, rappresenta in oggi nuovamente alla Camera i danni che a quelle popolazioni stanno per derivare qualora si frappongano maggiori indugi alla implorata concessione.

RELAZIONE PER L'ASSESTAMENTO DEI CONTI DEL 1853.

PRESIDENTE. Il deputato Quaglia ha la parola per presentare una relazione.

QUAGLIA, *relatore*. Ho l'onore di presentare alla Camera la relazione della Commissione degli spogli per l'assestamento definitivo dei conti dell'anno 1853. Con questo la Commissione ha dato compimento alla missione che le era stata affidata.

PRESIDENTE. Questa relazione verrà stampata e distribuita. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 611.)

ISTANZA DEL DEPUTATO BRUNIER RELATIVA AD UNA LEGGE SUL NOTARIATO.

PRESIDENTE. Il deputato Brunier ha la parola per volgere una domanda al Ministero.

BRUNIER. Je voudrais adresser à monsieur le ministre de grâce et justice une interpellation relative à la réorganisation du notariat.

Sur la proposition de l'honorable M. Rattazzi, alors ministre de la justice, un décret royal rendu en janvier 1849, sauf erreur de date, avait nommé une Commission qui devait élaborer un projet de loi sur le notariat.

Qu'a fait cette Commission? Quels ont été ses travaux? Je l'ignore. Tout ce que je sais, c'est que jusqu'ici aucun projet de loi n'a encore paru. Cependant il serait temps qu'une loi complète réunît, en les modifiant, les prescriptions antérieures. Ce serait un Code nouveau, où l'on pourrait trouver en ordre tout ce qui régit le notariat.

Actuellement cette matière est éparse dans une multitude d'édits et de règlements anciens et modernes, qui prescrivent des formalités minutieuses, surannées, fastidieuses, sans utilité et puériles. De là plusieurs inconvénients.

Ces formalités amènent dans les actes des phrases insignifiantes, étrangères à l'intention des parties; elles nuisent à la rédaction, à la clarté et à l'intelligence des clauses essentielles.

Le notaire, préoccupé de l'insertion de toutes ces clauses surannées, peut plus facilement omettre ce qui concerne le principal, soit la saine rédaction des clauses essentielles qui constituent l'essence du contrat. Puis ces formalités, sans valeur intrinsèque, sont tellement nombreuses et mal digérées, qu'il n'est pas de notaire, tant instruit et exact soit-il, qui échappe à des omissions. Aussi lors des visites il est peu de notaires contre lesquels on ne constate des contraventions qui les rendent passibles d'amendes.

Le notariat est l'un des corps sociaux qui méritent le plus la considération publique, soit par la nature de

ses fonctions, soit aussi par la manière dont le personnel qui le compose les exerce. Il faut donc que la législation ne reste pas au-dessous de ce qu'il est. Ces amendes non méritées ressemblent à des punitions d'écoliers et sont indignes de la haute position que doit avoir le notariat, qui règle et administre toutes les affaires d'amiable composition et qui remplit dans le règlement des affaires de famille une espèce de magistrature et de sacerdoce qui doit être entourée par la Législature de toute la considération que mérite cette honorable profession.

Une réforme qui me paraît également utile est d'empêcher qu'un notaire ou ses héritiers ne puissent transporter leurs minutaires dans un ressort d'insinuation autre que celui où ils ont reçu les actes. Les parties ont un droit sur ces actes qu'elles ont fait rédiger pour elles et non pour l'avantage du notaire. Ces actes doivent donc rester à leur portée. Il ne paraît pas juste de les obliger à aller au loin, dans un autre district, chercher les conventions qu'elles ont fait rédiger. Quelquefois même il arrive, surtout lorsque les actes sont anciens, que les parties ignorent le lieu où les minutaires ont été transportés, ce qui les oblige à des frais et à des démarches souvent infructueuses. Il me semblerait donc convenable que le notaire qui change de résidence dût laisser son minutaire dans le district d'insinuation qu'il quitte, en le confiant soit à l'insinuation, soit à un notaire de ce district.

Le tarif qui règle les émoluments des actes a également besoin d'une réforme. Ces émoluments devraient être en rapport avec la dignité de la charge, avec la valeur de l'objet du contrat et de la responsabilité qui pèse sur le notaire.

Le minimum du droit d'un acte est de trois francs. Ce n'est pas assez pour le travail même manuel d'un acte quelconque. Cet acte il faut l'écrire deux fois : une fois pour l'original, qui reste aux mains du notaire et figure dans son minutaire, une autre fois pour le dépôt aux archives de l'insinuation. Ajoutez à cela la responsabilité des dommages-intérêts auxquels le notaire peut être condamné envers les parties dans certains cas, et les amendes qu'il court grand risque de supporter envers le fisc, et vous verrez si cette somme de trois francs n'est pas ridicule et dérisoire.

Le maximum est de soixante francs. Si on ne considère que le travail matériel de la rédaction, cette somme serait proportionnée à ce travail. Mais il y a d'autres considérations à prendre.

Le notaire, en recevant un acte, devient responsable des droits d'insinuation. S'il les reçoit de suite, il devient dépositaire forcé des deniers publics ; il est percepteur des contributions ; il devrait avoir sa remise, son tant pour cent. Si ce dépôt disparaît dans un accident, dans un incendie, par un vol ou autres causes, il est perdu pour lui. S'il ne reçoit pas les droits immédiatement, il encourt, en outre, la chance de payer de ses deniers, lorsque les parties ne s'acquittent pas.

Dans certains cas aussi, le notaire peut être tenu à des dommages-intérêts, basés sur la valeur de l'acte. Ainsi, le notaire qui reçoit un contrat de mariage où la dot sera de quelques centaines de mille francs, d'un ou de plusieurs millions, si le notaire vient à ne pas inscrire dans les trois mois, chose qui peut arriver même autrement que par négligence, il sera condamné à l'amende et en outre aux dommages-intérêts envers la partie lésée ; c'est-à-dire qu'il sera peut-être tenu à payer ce que la femme perdrait pour n'être pas en rang utile et qui peut s'élever à des sommes énormes. Il n'est pas juste qu'en pareil cas le notaire ne reçoive que soixante francs. Ces charges et obligations du notaire devraient donc aussi être prises en considération dans la fixation des émoluments qui lui reviennent.

Je prierais donc monsieur le ministre de dire s'il compte présenter, dans la Session prochaine, un projet de loi qui régisse le notariat sur de nouvelles bases et le relève de l'état inférieur qui lui fait la législation actuelle. Dans le cas où il déclarerait n'être pas en mesure de le faire, je penserais à me prévaloir de la faculté qui attribue le droit d'initiative aux membres du Parlement.

DE FORESTA, *ministro di grazia e giustizia.* La legge del riordinamento del notariato è senza dubbio nel numero di quelle che dovranno necessariamente essere presentate nella prossima Sessione. Già nel 1849, come lo accennava l'onorevole Brunier, il Ministero nominò una Commissione per occuparsi di questo grave e rilevante argomento. Questa Commissione, composta di egregi personaggi edotti della materia, fece un progetto per cui la legge attuale che regola il notariato veniva solo in alcune parti modificata.

Il Consiglio di Stato cui venne tale progetto comunicato fu in vece d'avviso che si doveva fare una legge generale, e le cose, per quanto io sappia, rimasero in questo stato. Ora io non esito a dichiarare che è urgente che si proceda al riordinamento generale dell'esercizio del notariato, primieramente per far cessare l'inconveniente che questo sia retto in terraferma da una legge e nell'isola di Sardegna da un'altra, ed i gravi abusi che colà si lamentano, massime in mancanza di regolari visite tabellionali, come pure per trasferire ad altra giurisdizione le attribuzioni che attualmente esercita quanto al notariato la Camera dei conti. Quindi io accerto l'onorevole preopinante che il Ministero è ben determinato a presentare questo progetto di legge nella prossima Sessione. Nello occuparmi di questo importante argomento avrò presenti le osservazioni molto sensate dell'onorevole interpellante.

Io pure ritengo essere causa di grave inconveniente il sistema attuale che i notai, traslocati da una residenza all'altra, portino seco i loro minutari, e doversi nella nuova legge a ciò provvedere.

Molte altre cose si hanno a correggere ed a prevedere, e tra queste, se si debbano nominare ispettori che vadano sempre in giro, invece delle periodiche visite tabellionali ; se, e come debba modificarsi la tariffa degli emolumenti e diritti di copia, e se si debbano

creare Camere o Consigli di disciplina con autorità efficace per invigilare la moralità e la condotta degli esercenti questa delicata professione, nonchè l'osservanza dei doveri di onestà e di prudenza cotanto necessarie in quelli che disimpegnano funzioni sì delicate, sulle quali riposa la fede pubblica, ed affinchè non avvengano, nè si rinnovino i fatti dolorosi che si ebbero recentemente a lamentare. Insomma io procurerò che il progetto di legge risolva tutte le molte e gravi questioni alle quali esso dà luogo, sia nell'interesse dei notai, sia per l'interesse pubblico, e per armonizzare questa importante parte della legislazione colle altre alle quali è attinente.

Spero che l'onorevole preopinante si terrà soddisfatto di queste spiegazioni.

SEGUITO DELLA DISCUSSIONE DEL BILANCIO DELL'INTERNO PEL 1858.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno porta il seguito della discussione del bilancio passivo degl'interni per l'anno 1858.

La Camera ha discusso nella seduta di ieri la proposta dell'onorevole Despine di una aggiunta di lire 200,000 alla categoria 27, relativa agli esposti, ed una subordinata del deputato Girod di lire 15,000.

Trattandosi di venire ad una votazione, prevengo la Camera che essa è lungi dall'essere in numero.

Voci. L'appello nominale!

PRESIDENTE. Si procederà all'appello nominale.

(*Si procede all'appello nominale, dal quale risultano mancanti i seguenti deputati:*)

Agnès, Annoni, Ara, Arrigo, Astengo, Beldì, Berruti, Bertoldi, Bersezio, Bezzi, Bianchetti, Bianchi, Bo, Bolmida, Botta, Brofferio, Bronzini-Zapelloni, Brunati, Brunet, Buraggi, Cabella, Cadorna R., Cambieri, Carta, Casanova, Casaretto, Cassinis, Cavalli, Cavour C., Cavour G., Chambost, Chenal, Chiaves, Chiò, Cobianchi, Cornero, Correnti, Corsi, Costa A., Crosa, De Candia, Delfino, Delitala, Della Motta, Depretis, Falqui-Pes, Fara, Farini, Ferracciù, Frescot, Gallo, Galvagno, Garibaldi, Gastinelli, Geymet, Grixoni, Jacquier, La Marmora, Lanza, Laurenti-Roubaudi, Malan, Mamiani, Mantelli, Mari, Martelli, Mazza A., Mellana, Menabrea, Mezzena, Michelini G. B., Miglietti, Moia, Mongellaz, Mossi, Musso, Notta, Oytana, Pallavicini F., Pareto, Peyrone, Pescatore, Petitti, Ponziglione, Ricardi C., Riccardi E., Ricci, Roberti, Sanna-Sanna, Saracco, Sauli, Scano, Serra C., Serra O., Sineo, Somis, Tecchio, Tegas, Tola.

Metto ai voti l'approvazione del processo verbale.

(È approvato.)

Pongo ai voti la proposta del deputato Despine, il quale propone che la categoria 27, *Personale ed assegni fissi* per opere pie e fanciulli esposti, sia accresciuta di lire 200,000.

(È rigettata.)

Il deputato Girod aveva subordinatamente proposto a questo riguardo un aumento per la Savoia di lire 15,000.

GIROD DE MONTFALCON. Messieurs, hier sur la fin de la séance j'ai eu l'honneur d'appeler l'attention de la Chambre sur une question relative à la catégorie qui est maintenant en discussion et qui regarde spécialement les hospices des enfants trouvés de la Savoie.

Nous avons tous déploré, messieurs, le nombre toujours croissant de ces enfants qui imposent des charges excessivement lourdes au pays. Mais dans les deux divisions administratives de Chambéry et d'Annecy, ces charges, qui étaient déjà aussi lourdes que dans toutes les autres divisions des Etats, sont devenues presque intolérables depuis cinq ans environ, surtout depuis que les hospices de la maternité des villes de Lyon et de Grenoble font évacuer sur la Savoie tous les enfants naturels nés dans leurs hospices de filles sujettes de Sa Majesté.

Il paraît que cette mesure a été prise d'accord avec notre Gouvernement. Dès les premières années, le nombre de ces enfants fut fort considérable, et s'éleva à 300 environ. Depuis, ce nombre n'a pas été, il est vrai, aussi élevé; mais malheureusement il est constaté que le nombre augmente chaque année progressivement.

La charge imposée pour l'entretien de ces enfants parut si lourde aux Conseils divisionnaires de Chambéry et d'Annecy, que ces deux Conseils se sont vus dans la nécessité de refuser dans leurs budgets l'allocation qui leur était demandée, sur la considération que cette dépense n'était pas obligatoire. Non obstant les décisions de ces Conseils, monsieur le ministre de l'intérieur a rétabli d'office ces sommes sur leurs budgets. Les budgets ayant été faits dans la prévision que les sommes nécessaires pour cet entretien pouvaient être disponibles pour les travaux de ces deux divisions, il y a eu naturellement un bouleversement général dans ces budgets.

Cet état de choses continue depuis cinq ans. Les Conseils refusent de porter en compte les sommes versées dans les années précédentes pour cet objet, et ils refusent annuellement de les porter dans leurs budgets, ce qui, comme vous le voyez, messieurs, est devenu intolérable.

Maintenant quelle est la question? A mon avis, la charge devrait tomber toute entière sur la Savoie, si la dépense était obligatoire. Or, d'après l'opinion du Conseil divisionnaire, la dépense ne serait pas obligatoire, attendu que, d'après la loi de 1822 qui constitue toute notre législation sur la matière, il ne serait statué que pour les enfants trouvés et non point pour les enfants de mères connues qui auraient accouché dans des hospices et qui seraient pourvues de certificats de naissance, de certificats constatant leur domicile, de certificats visés par les consuls sardes de Lyon et des autres villes.

Malgré l'interprétation contraire donnée à cette loi par les Conseils divisionnaires, le ministre de l'intérieur,

en ayant jugé autrement, a considéré cette dépense comme obligatoire et l'a imposée d'office dans les budgets divisionnaires.

Maintenant, messieurs, s'agissant de l'interprétation d'une loi, il me semble que, du moment qu'il n'y a aucun jugement rendu par un pouvoir compétent pour interpréter les lois, il me semble, dis-je, que la décision d'un ministre ne suffit pas et qu'il doit au moins y avoir parité complète entre l'opinion d'un Conseil divisionnaire et l'opinion d'un ministre. Et cependant, depuis cinq ans, c'est ce qui n'a pas eu lieu, et nonobstant les délibérations motivées de deux Conseils divisionnaires, c'est l'opinion de monsieur le ministre qui a prévalu.

Je crois que le Statut ne donne pas au ministre, serait-il même d'accord avec son Conseil d'Etat, la mission d'interpréter la loi. Ce sont les tribunaux ordinaires qui l'interprètent pour des cas spéciaux ; et lorsqu'il s'agit de l'interpréter d'une manière générale, cette mission est dévolue aux trois grands pouvoirs de l'Etat réunis.

Par conséquent, constitutionnellement parlant, je crois pouvoir affirmer que les Conseils divisionnaires de la Savoie ont été dans leur droit quand ils ont refusé cette dépense. Dans tous les cas, les Conseils divisionnaires ont demandé que la question fût résolue judiciairement; et monsieur le ministre de l'intérieur s'y est constamment opposé.

Je demande, messieurs, si, après cinq ans que cet état de choses dure (voici la sixième année qui va commencer), ce ne serait pas le cas de porter quelque remède à cette situation, qui bouleverse toute l'économie financière de ces divisions et qui porte atteinte à nos droits constitutionnels.

Comme je ne crois qu'il soit possible de porter remède aux faits accomplis et au mal qui a été fait par le passé, je demanderais au moins que pour cette année, en attendant qu'il soit pourvu par une loi spéciale, dont la nécessité me semble reconnue par toute la Chambre, je demanderais, dis-je, que pour cette année la Chambre voulût bien voter une somme pour venir en aide à ces divisions. J'insiste d'autant plus que les Conseils divisionnaires ont émis l'opinion que les dépenses nécessaires à l'entretien de ces enfants ne sont pas obligatoires pour les divisions; opinion qui, jusqu'à ce qu'une sentence ne soit intervenue, doit avoir, je pense, autant de valeur que celle de monsieur le ministre.

Je me résumerai en priant la Chambre de venir au secours de ces divisions par une allocation de 15 mille francs, conformément à la proposition que j'ai déjà eu l'honneur de faire hier, en lui faisant remarquer que cette somme de 15 mille francs représente à peu près la moitié de la somme qui serait nécessaire pour l'entretien de ces enfants, qui s'élève à 30,000 francs environ. Il me semble que l'Etat ayant fait avec les autorités françaises la convention d'après laquelle elles renvoient tous les enfants en Savoie, cette dépense doit être supportée moitié par lui, et moitié par les divisions de la Savoie, jusqu'à ce qu'il intervienne un jugement sur la question ou qu'il soit pourvu par une loi sur la matière.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*. Io non posso a meno di protestare contro le teorie che il deputato Girod qualifica come costituzionali, e che in verità, se fossero ammesse, sarebbero sovversive di qualsiasi amministrazione. Egli disse che il Consiglio divisionale non era obbligato a stanziare nei suoi bilanci la spesa pel ricovero di questi esposti, e che il Governo non aveva diritto d'interpretare altrimenti la legge.

Io credo che egli sia in grande errore. Quando si tratta di applicare le leggi il Governo ha diritto d'interpretarle, perchè non si possono eseguire senza dar loro un'interpretazione: e siccome la legge impone al Governo l'obbligo di farla eseguire, necessariamente gli conferisce anche il diritto d'interpretarla per la sua esecuzione.

Io domando all'onorevole Girod in qual modo potrebbe l'amministrazione procedere, se si ammettesse la sua dottrina, bastare cioè che un Consiglio comunale, provinciale o divisionale si riguardasse come non tenuto a fare una spesa, quantunque si trattasse di spesa obbligatoria, che tale fosse considerata dal Governo, in qual modo, dico, potrebbe l'amministrazione procedere, se a questa deliberazione dovesse il Governo arrestarsi, e non avesse mezzo per far eseguire la legge. Evidentemente dipenderebbe allora da qualsiasi Consiglio o comunale o provinciale o divisionale l'impedire che l'amministrazione andasse innanzi. E questa, ripeto, sarebbe una teoria sommamente sovversiva.

La legge esistendo, ed avendo il Governo l'obbligo di farla eseguire, ha necessariamente facoltà d'interpretarla per la sua applicazione contro qualsiasi deliberazione di Consiglio o comunale o provinciale o divisionale. Ma forse che questi Consigli non hanno mezzi, quando credano di essere lesi, di ottenere una riparazione?

Prescindendo che in molti casi rimane aperta la via ai tribunali o del contenzioso amministrativo od anche ordinari, hanno il mezzo di sottoporre l'operato del Governo al Parlamento; possono con un'interpellanza chiedere al Ministero spiegazione del perchè in quel dato caso siasi interpretata piuttosto in un modo che in un altro la legge; ed allora il controllo del Parlamento giungerebbe opportuno per censurare il ministro che, a pretesto dell'interpretazione della legge, l'avesse sovvertita. Ma certo, quando egli crede che la legge imponga un obbligo a questi Consigli, se essi non l'eseguiscono, il Governo ha non solo la facoltà, ma l'obbligo di farla eseguire, e mancherebbe certo al dover suo se nol facesse.

Ora, portando la questione dal principio generale al caso pratico, ripeto che il Consiglio divisionale aveva male interpretata la legge quando credeva di non avere tale obbligazione in forza della legge del 1822; poichè questa legge impone agli ospizi l'obbligo di ricoverare, salvo il diritto di farsi risarcire dai parenti che sono

riconosciuti. Ora il Ministero ha già espressamente dichiarato che riconosceva in essi questo diritto; li invitò anzi a far valere le loro ragioni. Il Governo dunque era perfettamente nell'esercizio dei suoi diritti, e tutte le opposizioni di quel Consiglio divisionale, permetta l'onorevole Girod che io lo dica, sono assolutamente prive di fondamento.

Vengo ora alla sua domanda delle lire 15,000. A questo riguardo già espressi quale era la mia opinione. Riconosco cogli onorevoli deputati che appartengono alle divisioni di Torino, di Savoia e di Genova, che queste divisioni sono, per circostanze eccezionali, soverchiamente aggravate, e che il sussidio che dà alle medesime lo Stato non corrisponde realmente all'aggravio che hanno; ma ho già detto che non si può togliere parzialmente un'ingiustizia senza farla pure scomparire da tutte le altre parti. Accordando un sussidio alla Savoia converrebbe darne un altro e molto maggiore e molto più cospicuo alla divisione di Torino, la quale paga per quest'oggetto la somma di 395,000 lire, mentre quella di Ciamberì non ne paga che 70,000, compresi tutti i trovatelli che vengono da Lione, da Marsiglia e da tutte le altre parti della frontiera e dello Stato. La divisione di Torino ha questo gravissimo peso quantunque si tratti propriamente di una spesa che dovrebbe ricadere sopra altre parti dello Stato, perchè il maggior numero dei trovatelli ricettati nell'ospizio di Torino non appartengono nè alla città nè alla provincia nè alla divisione di Torino, ma provengono da altre vicine divisioni.

Non si può adunque, ripeto, far scomparire parzialmente un'ingiustizia, senza farla scomparire contemporaneamente anche rispetto alle altre provincie. Ora, se si concedessero le lire 15,000 alla divisione di Ciamberì, come propone il deputato Girod, forse si farebbe in parte cessare quell'ingiustizia rispetto alla divisione di Savoia, ma non si farebbe scomparire rispetto alle altre provincie, al che sarebbe assolutamente necessario un maggiore assegnamento coordinato con alcune disposizioni legislative, le quali mirassero, se non a far scomparire intieramente quest'ineguaglianza, almeno a renderne meno sensibili gli effetti.

Ho già dichiarato che era mia intenzione di presentare questo progetto di legge, appunto per far cessare questi inconvenienti, ma che non si è potuto ciò fare, perchè sarebbe stato mestieri aggravare in quest'anno soverchiamente le finanze, portare cioè un aumento almeno di 200 o 300 mila lire; che perciò si è stimato meglio di vedere se non vi era modo con un nuovo ordinamento o colla soppressione delle ruote o con altre disposizioni di far cessare tutti questi inconvenienti, senza portare un aggravio alle finanze. In questo senso sto studiando un progetto di legge; nella prossima Sessione verrà presentato alla Camera, e allora essa vedrà quale sia il sistema più conveniente da adottarsi e se si dovrà o no aumentare lo stanziamento.

Intanto però io credo che sarebbe ingiusto e inopportuno di aderire alla domanda dell'onorevole Girod.

GIROD DE MONTFALCON. Nonobstant la réponse que monsieur le ministre de l'intérieur m'a fait l'honneur de m'adresser, je suis obligé de maintenir ma théorie constitutionnelle sur la manière d'interpréter la loi.

Je crois que monsieur le ministre n'a pas le droit de l'interpréter, mais seulement de la faire exécuter. Maintenant voudrait-on par hasard laisser croire que c'est uniquement dans le but de se soustraire aux dépenses qui leur étaient imposées que les Conseils divisionnaires ont élévé des doutes sérieux sur l'interprétation de la loi ?

J'en appelle à tous les jurisconsultes qui siégent dans cette Chambre. J'en appelle à tous ceux qui ont lu et connaissent la loi de 1822 : peuvent-ils dire que cette loi s'applique aux enfants qui sont nés de mères connues? N'est-ce pas au contraire des enfants *esposti* qu'il est question dans cette loi ? Et cette interprétation ne ressort-elle pas clairement de sa lettre et de son esprit?

Je demanderai donc à monsieur le ministre s'il n'y a pas matière à interprétation, sans aucune arrière-pensée, et si, lorsque depuis cinq ans un Conseil divisionnaire, qui est un corps constitué, qui puise son autorité dans les mêmes éléments qui nous font siéger dans cette enceinte, refuse d'inscrire sur son budget ces dépenses, je demanderai si ce corps n'a pas droit à quelque égard, à quelque considération de la part du ministre de l'intérieur. Est-ce qu'il suffit de rétablir depuis cinq ans sur les budgets divisionnaires des dépenses que les Conseils refusent d'adopter parce qu'ils ne se croient pas obligés par la loi de les y porter ? La question ne mériterait-elle pas d'être résolue d'une manière légale, et cette décision réclamée par le Conseil n'est-elle pas une conséquence de nos institutions ?

En effet, monsieur le ministre de l'intérieur n'a pas même fait connaître ses décisions aux Conseils divisionnaires de Savoie. Je demande, messieurs, si dans un pays gouverné par un Statut, comme le nôtre, cet état de choses peut être toléré plus longtemps.

Remarquez bien, messieurs, que je ne me plains pas des charges qui résultent des enfants nés dans les Etats. Notre condition est semblable dans cela à tout le reste du pays, et, comme tous nos autres concitoyens, nous savons courber notre tête sous cette déplorable calamité !

Je me plains de ce que cette charge est devenue plus onéreuse pour les divisions administratives de la Savoie depuis que, par suite des conventions faites par le Gouvernement avec les autorités françaises, celles-ci nous renvoient tous les enfants nés des filles sujettes du Roi dans leurs hospices. Depuis que le consul sarde à Lyon a reçu des ordres pour délivrer des certificats aux filles-mères, sujettes du Roi, qui sont à Lyon, le nombre de ces enfants va toujours en augmentant. En effet cette mesure a créé, sans le vouloir, une véritable prime à l'immoralité, en facilitant aux filles-mères le moyen de cacher leur inconduite, et de se dérober à la honte qui les attendrait dans leur pays. Elles n'ont

qu'à faire un voyage à Lyon et à se présenter au consul qui ne s'inquiète nullement des conditions de la famille, qui ne refuse rien, qui accepte tout et renvoie tous les enfants à l'hospice pour qu'une espèce d'impunité leur soit assurée.

Je demande, messieurs, si les divisions administratives de la Savoie doivent être responsables de ces faits qui sont le résultat de l'administration du Ministère et si les dépenses qui en dérivent doivent être mises à leur charge. Voici, messieurs, l'état des choses tel qu'il est.

Que monsieur le ministre révoque ses ordres au consul de S. M. à Lyon, que ce fonctionnaire ne soit plus tenu de délivrer des certificats à ces filles, qu'il les renvoie en Savoie, ou les laisse renvoyer par les autorités françaises si bon leur semble, et alors nous les recevrons comme nous recevons les autres; mais comment voulez-vous qu'à l'égard d'un fait qui se passe à l'étranger, sans notre participation, hors de notre surveillance, nous soyons obligés d'en supporter le poids?

Je prie la Chambre de vouloir bien croire que ce n'est point du tout un acte d'opposition au Ministère que le Conseil de Chambéry a fait. Loin de là, c'est un acte de bonne administration; car je puis assurer que depuis que cet état de choses subsiste, le nombre de ces enfants va toujours en augmentant, et ne peut que continuer, puisque, je le répète, par la facilité avec laquelle les filles-mères sont reçues par le consul à Lyon, on a détruit un des freins essentiels qui les retenaient sur la pente du vice, celui de la publicité dans leur pays, et de la honte qui en est la suite.

C'est donc un acte de justice que la Chambre accomplira envers les Conseils divisionnaires de la Savoie, en leur accordant un subside de 15,000 francs pour les aider à supporter une dépense qui ne leur est pas imposée par la loi.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*. Io debbo protestare contro l'asserzione dell'onorevole Girod, che vi sia una convenzione tra il Governo francese ed il sardo, e quasichè, in forza soltanto di questa convenzione, siano i fanciulli esposti nelle città di Marsiglia e di Lione trasportati in questo Stato. Non c'è nessuna convenzione a tale riguardo; questa è una conseguenza del diritto internazionale.

Si tratta di fanciulli illegittimi che nacquero fuori Stato da donne appartenenti alle divisioni di Annecy e di Ciamberì. Questi fanciulli essendo nati da madri savoiarde la Francia si rifiuta di ricettarli, perchè non appartengono a quello Stato, ma agli Stati sardi. Quindi devono essere necessariamente trasportati nei luoghi a cui appartengono le madri; e in forza della legge 1822, ripeto, gli ospizi a cui vengono rivolti questi fanciulli hanno diritto di farsi rimborsare delle spese dai parenti quando questi sono in grado di pagare. Dunque non istà assolutamente l'allegazione dell'onorevole Girod, sopra cui si fondava particolarmente per addossare quest'aggravio al Governo.

Quanto poi all'insistenza sua circa il modo di applicare la legge, io vorrei che egli mi spiegasse come possa il Governo far eseguire la legge, se non è anche investito della facoltà di interpretarla nei singoli casi in cui deve eseguirla. Egli è evidente che, dal punto che il Governo ha l'obbligazione di fare eseguire la legge, deve avere i mezzi perchè questa esecuzione abbia effetto. Ora, fra i mezzi indispensabili vi è quello d'interpretarla. Il Governo la interpreta sia riguardo ai Consigli divisionali come rispetto a chiunque quando si tratta di una legge che egli ha l'obbligazione di far eseguire.

Egli dice non essere da supporre che nel Consiglio divisionale di Ciamberì ciò siasi fatto coll'intendimento di rifiutarsi alla esecuzione della legge. Io non mi faccio ora a scrutare le intenzioni, e credo benissimo che i consiglieri appartenenti al Consiglio divisionale di Ciamberì fossero in buonissima fede; ma crede egli che siano essi infallibili? Crede egli che non possano cadere in errore, supponendo che la legge non imponga loro quest'obbligazione quando essa realmente sussiste? Io spero che egli non vorrà spingere sino a questo punto la sua deferenza verso l'opinione dei consiglieri divisionali di Ciamberì.

Del resto i consiglieri di Ciamberì su questo punto non possono dirsi assolutamente imparziali. Per quanto siano alieni da qualunque parte, certo è che essi non fanno che rappresentare i propri interessi. Ora io domando se si possa lasciare in facoltà di chi deve eseguire la legge lo interpretarla, a segno che, se egli non crede che la legge lo colpisca, abbia diritto d'impedirne l'esecuzione. La cosa è diversa rispetto al Governo, perchè questo è assolutamente indifferente. Se esso non fosse convinto che la legge impone quest'obbligazione, poco a lui importerebbe che la spesa fosse sopportata piuttosto da un ospizio che da un altro stabilimento. Vede dunque l'onorevole Girod che, anche quando si volesse entrare in queste considerazioni estranee assolutamente al vero merito della legge, tuttavia non sussisterebbe la sua osservazione. Quindi ripeto che non può darsi carico al Governo dell'interpretazione che esso diede, nè può essere appuntato di alcuna convenzione in forza di cui quest'obbligazione siasi imposta alle divisioni della Savoia. E per altra parte, sebbene in massima io ritenga che sia grave la condizione di questa divisione, tuttavia non è il caso che per ora loro si debba accordare un maggior assegnamento di quanto è stanziato per le altre divisioni dello Stato.

PRESIDENTE. Pongo ai voti la proposta...

GIROD DE MONTFALCON. J'ai demandé la parole.

PRESIDENTE. Osservo che ha già parlato tre volte.

GIROD DE MONTFALCON. Je la demande pour un fait personnel.

PRESIDENTE. Se si limita a poche parole gli concederò la parola per non fare un incidente.

GIROD DE MONTFALCON. J'aurai l'honneur de répondre à monsieur le ministre de l'intérieur que je maintiens d'abord mon opinion à l'égard de l'interpré-

tation des lois et je suis persuadé que beaucoup de membres de cette Chambre seront de mon avis.

Maintenant, j'aurai l'honneur de répondre également à monsieur le ministre que je n'ai pas du tout dit que les Conseils divisionnaires voulussent interpréter eux-mêmes la loi selon leurs intérêts; j'ai dit, au contraire, que les Conseils divisionnaires avaient demandé que la loi fût interprétée par un pouvoir compétent, et qu'ils avaient itérativement délibéré de faire décider la question devant les tribunaux compétents; ce qui n'a jamais eu lieu.

Par conséquent le Conseil divisionnaire n'a pas plus voulu s'imposer comme arbitre de l'interprétation de la loi, qu'il ne veut que cette même loi soit interprétée par le ministre. C'est pourquoi, messieurs, j'insiste sur ma proposition.

PRESIDENTE. Pongo ai voti la proposta di un aumento di lire 15,000 alla categoria 27, fatta dal deputato Girod.

(È rigettata.)

SULIS. Prima che abbia termine questa discussione, credo mio debito di chiamare l'attenzione della Camera sopra il n° 7 della categoria 28 del bilancio.

PRESIDENTE. Poichè ella intende discorrere della categoria 28, alla quale non eravamo ancora passati, ne darò prima lettura: Categoria 28. *Spese diverse*, lire 65,100.

SULIS. Guardando al n° 7 di questa categoria, trovo stanziate lire 9600 pei trovatelli di Sardegna. Io mi propongo, o signori, di brevemente esporre la grande ineguaglianza di questa cifra colle altre riguardanti la terraferma; l'insufficienza di questa cifra per i bisogni ai quali è destinata a provvedere, ed il grave danno che di là ne proviene.

Diffatti, per quanto è dell'eguaglianza, basterà guardare il numero 8 della categoria 27 per vedere che sono stanziate nel bilancio 460,000 lire per i trovatelli di terraferma. Qui bisogna avvertire che di questa somma 60,000 lire sono attribuite all'ospizio di Genova; quindi per le altre provincie del continente rimangono 400,000, lire. Ora io dico: la popolazione totale del regno è di 5 milioni; di questi 5 milioni, un mezzo milione forma la popolazione dell'isola di Sardegna; togliamo dunque dai 5 milioni un mezzo milione, rimarranno 4 milioni e mezzo; togliamo da questi 4 milioni e mezzo, mezzo milione per la popolazione della Liguria, ed avremo 4 milioni; dividiamo questi 4 milioni in altrettante masse di 500,000 abitanti; dividiamo le 400,000 lire per ciascheduna di queste masse di 500,000 abitanti, ed avremo otto parti di 500,000 abitanti ognuna; dividendo ognuna di queste parti per 400,000 lire, ne risulterà che ad ognuna di esse toccheranno 50,000 lire.

Ora, se in terraferma ciascheduna parte, cioè una massa di 500,000 abitanti ha un sussidio di 50,000 lire, come va che in Sardegna egual massa di 500,000 abitanti non ha che un sussidio di 9600 lire? Questa è una ineguaglianza la più evidente, la più smaccata. Mi si dirà: ciò vuol dire che 9600 lire bastano per la Sardegna; ed è qua l'errore, o signori. A persuadervi dell'errore, prima di tutto fa mestieri di guardare i motivi per cui ne bilancio si stabilisce questo sussidio per la Sardegna in lire 9600. Là si dice che queste 9600 lire sono destinate ai trovatelli dell'isola per la parte rimasta a carico dello Stato dopo la soppressione dei feudi e l'abolizione delle decime ecclesiastiche nell'isola, il che equivale a dire che a tempi del regime feudale i feudatari davano ai comuni un sussidio pei trovatelli appunto di 9600 lire. Ma, signori, bisogna guardar bene addentro della cosa.

I bilanci che i feudatari formarono a profitto dei comuni che essi opprimevano erano in tal parte assai taccagni, e ciò è consentaneo alla natura del sistema feudale, il quale spremeva finchè poteva per arricchire il proprio scrigno, ma di questo scrigno era tenacissimo custode quando si trattava d doverlo aprire a favore dei poveri vassalli. D'altronde le condizioni dell'isola dal tempo dell'istituzione feudale sono intieramente mutate e vi dirò gli effetti del mutamento accaduto.

Quando in Sardegna si conobbe a prova l'insufficienza dei mezzi pubblici pel soccorso dei trovatelli, quantunque il paese poverissimo fosse; pure, essendo la povertà assai ingegnosa nelle opere di misericordia, nacque una usanza per effetto della quale i trovatelli dati a balia venivano mantenuti pel tempo dell'infanzia dai bilanci comunali; quindi, fatti grandicelli, erano ritenuti a sè dalla balia come parte della famiglia. Ma da questo derivò un grave sconcio. Di questi infelici accettati nella famiglia della nutrice, questa volendo usufruttuare l'esistenza dei ricoverati fanciulli, per costoro l'avvenire era terribile. Tale calcolo di avarizia si dimostrò col progredire del tempo e risultò a danno specialmente delle fanciulle, le quali, per una successione inevitabile di calamità e di peccato, venivano a crescere la classe di quelle future madri che lasciavano senza nome i propri figli.

Questo successivo andamento delle cose di male in peggio produsse infine un'altra necessità, la necessità di provvedere all'esistenza ed all'educazione dei derelitti. Ha da sapere la Camera che in Cagliari attualmente esistono tre ospizi di carità: uno detto l'*Orfanotrofio sotto il patrocinio del Re Carlo Felice*, il quale è sufficientemente provveduto dalle largizioni del Re; esistevi l'ospizio delle *Orfane* e l'ospizio di *San Vincenzo* che raccoglie i ragazzi abbandonati: questi sono gli ospizi esistenti in Cagliari.

A Sassari avvi un orfanotrofio, e quando nel 1855 quella città fu percossa dal flagello del colèra, si vide la necessità di ampliare questo istituto; quindi si prese dal Consiglio comunale di Sassari una deliberazione per stabilire nella casa medesima dell'orfanotrofio (profittando dei locali a pian terreno che sono vasti), per avere un asilo infantile specialmente desiderato per ricoverare quei poveri ragazzi che dall'imperversare del colèra erano orbati di padre e di madre.

L'idea era felicissima; ma, venuti a scrutare i mezzi di porla in pratica si trovò il municipio nella dolorosa

circostanza di dover confessare che non aveva disponibile altra somma che sole 7000 lire. Si promossero degli accordi colla direzione dell'orfanotrofio: la direzione concedeva il locale, ma non poteva assumersi di corrispondere un assegnamento, giacchè molto già gravato era l'ospizio; quindi questa idea, ottima nel suo principio rimase accettata, ma non potrà attuarsi. Quindi da tutti questi fatti, che tutti veri sono, ben vedete, o signori, come l'ordinaria cifra delle lire 9600, non solo pecca di grande disuguaglianza per quanto alle cifre stabilite in terraferma, ma si rende affatto insufficiente ai bisogni dell'isola.

In questo stato di cose adunque quale sarà il rimedio da invocare? A prima vista parrebbe il rimedio più opportuno e più spiccio essere quello di aumentare le lire 9600; ma io vorrei che l'aumento ed il rimedio stesso profittasse in modo designativo; e quindi, considerando che i due ospizi di Cagliari, vale a dire delle Orfanelle e di San Vincenzo, e l'ospizio ossia l'orfanotrofio di Sassari il quale, come avete udito, intende od almeno desidera di ampliare le sue stanze anche per un asilo infantile, hanno l'assoluta necessità di accrescere il loro attivo, se a quest'oggetto non consacrate, o signori, qualche somma nel bilancio, a qual altro oggetto la consacrerete voi? Ieri abbiamo votato un aumento non di lire 4000, ma di lire 8000 per l'ospizio di Torino che s'intitola *Albergo di Virtù*, non ostante che sapessimo dalle dichiarazioni del signor ministro che, detratte le passività, rimangono ancora lire 43,000 di reddito all'ospizio stesso. E l'aumento ben sapevamo che non era già per dare del pane a quei poverelli, ma per ampliare gli opifizi dell'istituto; ma nel caso presente, altro che stabilire opifizi perchè l'educazione artigiana dei ricoverati venga ad attuarsi, si tratta del pane, si tratta dell'esistenza, si tratta di togliere dalla strada questi miserelli, i quali, lasciati abbandonati a sè, non solo saranno spettacolo di scandalo, ma saranno quell'infausto vivaio di delinquenti, quali appunto per lo più si reclutano fra gl'infelici, che, lasciati in abbandono, rimeritano la società di loro dimentica coll'offesa e coll'insidia!

Non istarò dunque a proporre le centinaia di mila lire: io m'accontenterò di chiedere che ad ognuno di questi tre ospizi si dia un sussidio di 3000 lire, e così in totale lire 9000.

Spesse volte si dice che i deputati della Sardegna sieno di natura esagerati, che non abbiano mai ristrette voglie e sieno sempre sul superlativo. Ma qui siamo sul positivo. (*Si ride*) Pertanto io raccomando la mia proposta, sia per la pochezza della spesa, sia per la grandezza del concetto, sia perchè non si dica che, essendosi allogati sussidi agli ospizi di terraferma, si nieghino i mezzi di vivere a quelli della Sardegna.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*. Dopo i richiami fatti a nome della Savoia, veggo che vengono quelli della Sardegna. (*Si ride*) Mi rincresce che non posso, quanto a questi ultimi, nemmeno dichiarare, come feci per quelli della Savoia, che li considero fondati.

Io mi sono opposto all'assegno maggiore che si chiedeva a nome della divisione della Savoia, perchè credeva che non fosse il caso di riparare ad una sola ingiustizia, ma che conveniva ripararle tutte. Ma, quanto alla Sardegna, io non posso fare questa dichiarazione; anzi protesto che il sussidio che si dà, ben lungi di non corrispondere al bisogno, lo supera.

SULIS. Questo bisogna provarlo.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*. La Camera giudicherà se non ho perfettamente ragione.

L'onorevole Sulis, per sostenere che non fosse sufficiente il sussidio di lire 9600, faceva il computo della popolazione, e diceva: se calcolate in ragione di popolazione, la distribuzione del sussidio, assegnandosi lire 480,000 a tutte le provincie del continente, dovrebbero, quanto meno, assegnarsi 50,000 lire per la Sardegna.

Io non so se i deputati sardi sarebbero poi molto soddisfatti quando nel riparto delle spese e nelle somme che si versano dallo Stato a pro della Sardegna si procedesse tenendo per base il numero della popolazione. Io ebbi già altra volta l'occasione di avvertire che, se si operasse a questo modo, bisognerebbe ridurre moltissime spese...

ASPRONI. Domando la parola.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*... come, ad esempio, quelle per la sicurezza pubblica, quelle per i carabinieri, quelle per le carceri ed altre somiglianti; poichè sicuramente, quando si procedesse su questa norma, la Sardegna verrebbe a costare molto meno di quanto costa. Ma certo ognuno scorge quanto sarebbe ingiusto se nei casi ora indicati si procedesse in questa maniera, poichè le spese si fanno in ragione dei bisogni; dove c'è il bisogno maggiore necessariamente lo Stato deve concorrere in maggiori proporzioni, e così si è sempre praticato. Ora qui non si deve parlare della popolazione, ma bensì del numero dei bambini esposti e delle spese che questi cagionano alle provincie ed alle divisioni, ed è soltanto in ragione di questo e della spesa di cui è in conseguenza di quest'infortunio, aggravata l'isola di Sardegna che lo Stato deve concorrere.

Ora, o signori, il calcolo delle lire 9600 che si dà di sussidio a favore dell'isola di Sardegna è fondato sopra i due terzi della spesa. Infatti, la spesa dei trovatelli si sopportava prima in Sardegna per un terzo dai comuni, per un altro terzo dai feudatari, e per un terzo finalmente col provento delle decime. Quando furono aboliti i feudi e tolte di mezzo le decime, lo Stato subentrò nelle obbligazioni che avevano i feudatari e nella parte cui sopperivasi col mezzo delle decime. Si fece il computo della spesa totale che in Sardegna incontravasi pei trovatelli e venne a risultare che i due terzi di questa erano di lire 9600: ed ecco perchè nel bilancio dello Stato si stanziò questa somma. Perciò quello che si corrisponde in questa proporzione dai comuni per la spesa dei trovatelli è l'altro terzo, cioè, se non erro, 4800 lire, somma che insieme coll'altra forma la spesa totale che cade a carico dei comuni della Sardegna

pei trovatelli: queste sono cifre cui non è possibile contraddire.

Noti la Camera che nello scorso anno la somma di lire 9600, stanziata a quest'uopo e per compensare i due terzi della spesa, quella dei feudatari e delle decime, non fu nemmeno esaurita, perchè andò in economia la somma di lire 1000; e i municipi non ebbero che la spesa di lire 4300. Questo è calcolo a cui nulla si può opporre.

Ora io prego l'onorevole Sulis di avvertire quale è la spesa che invece si sopporta dal continente. Lo Stato concorre in ragione di lire 480,000 per la totalità delle provincie di terraferma, e le divisioni sole hanno la spesa di 1,015,000 lire, più un sussidio di lire 140,000 che si paga dalle opere pie provinciali, il che forma un totale di circa 1,200,000 lire. Dunque i tre quarti si sopportano dalle divisioni e dalle opere pie, e lo Stato non concorre più che per un quarto.

Da ciò si vede dunque che la Sardegna per questa parte è molto meglio trattata della terraferma. D'altronde una spesa di 4200 o anche, se si vuole, di 4600 lire non è tale che possa dirsi per l'isola insopportabile. È vero, l'isola è fortunata perchè non vi sono quasi trovatelli; ma, se non ha questa, ha ben altre spese che vengono a carico dello Stato. D'altra parte, non essendovi ospizio, io non vedo perchè lo Stato debba per esso concorrere.

L'onorevole Sulis diceva che vi sono due orfanotrofi: ma qui non si tratta di orfanotrofi, ma di ospizi di trovatelli, i quali sono appunto soccorsi mediante questo assegno che si fa del terzo della spesa a carico dei municipi, qualunque sia del resto la condizione di questi due stabilimenti che sono non ospizi di trovatelli, ma orfanotrofi dove si raccolgono fanciulli non esposti. D'altronde, siano anche ospizi di trovatelli, per essi si provvede mediante l'assegno di cui si parla. Dunque non è il caso di far loro un assegno maggiore, perchè la somma che si stanziasse non potrebbe certamente avere lo scopo di provvedere ad ospizi; per cui la somma proposta è non solo sufficiente, ma sovrabbondante, come ho provato essere avvenuto l'anno scorso.

Prego quindi la Camera di non accogliere la proposta del deputato Sulis.

PRESIDENTE. La parola spetta al deputato Asproni.

ASPRONI. La cedo al deputato Sulis.

SULIS. Le cose che venne dicendo l'onorevole ministro sono affatto erronee, e a dimostrarlo mi restringerò a ciò che disse intorno alle lire 4800. Egli asserì che la cifra del bilancio delle lire 9600 rappresenta i due terzi della spesa totale, e quindi conchiudeva che rimarrebbero a carico dei comuni sole lire 4800.

Or bene, o signori, il bilancio del comune di Sassari è gravato per gli esposti di lire 4000, il bilancio del municipio di Oristano è gravato di lire 3000. Per persuadersi di ciò il signor ministro non ha che a guardare i rendiconti di quei bilanci comunali che ha nel suo Ministero. Se dunque due soli comuni hanno già soverchiato questa cifra di lire 4800 citata dal signor ministro, voi ben vedete l'errore del suo calcolo. Ed il motivo di questo errore io già lo dissi quando notai che lo stanziamento della somma di lire 9600 riguarda il tempo del regime feudale; il motivo dell'errore lo dissi pure quando vi ho chiarito il modo di questo regime feudale, modo al certo consentaneo al sistema della sua esistenza.

Il fatto sta che dalla citazione da me fatta delle lire 4000 stanziate nel bilancio comunale di Sassari, e delle lire 3000 stanziate nel bilancio di Oristano (senza parlare delle somme stanziate nei bilanci degli altri comuni, che io non cito, perchè non conosco), dalla citazione di queste somme risulta ad evidenza l'errore involontario, in cui incorse il signor ministro, quando asserì che, non che essere sufficiente la somma di lire 9600, era anzi sovrabbondante.

Ma veniamo al sodo: veniamo alla mia proposta, che si sussidino questi tre ospizi.

Il signor ministro dice: ma questi ospizi non sono di trovatelli. Ed io rispondo: l'Albergo di Virtù di Torino è forse ospizio di trovatelli? Se questa ragione fosse buona per respingere il sussidio ai tre ospizi sardi, sarebbe buonissima per respingere il sussidio di lire 8000 all'Albergo di Virtù di Torino. Però tutti sanno con qual energia il signor ministro abbia patrocinato questo sussidio di lire 8000.

Dunque lasciamo in disparte tutte le altre considerazioni, e restringiamoci alla suprema quistione dell'assoluta necessità in che sono questi tre ospizi. Riconosciuta la necessità (e questa necessità per quanto è dell'ospizio di Sassari, è inutile che io insista a darne le prove, perchè quando vi ho ricordato la sciagura del 1855 io ho creduto che bastasse quel ricordo per persuadervi la misericordia), se questi ospizi hanno necessità di aiuto, rimane l'altra quistione, che il Governo è obbligato a darlo. O il Governo riconosce che a lui non corre nessun obbligo di dare questi aiuti, e allora fece male quando li invocò pell'Albergo di Virtù; o riconosce che ne ha l'obbligo, ed allora ha pur l'obbligo di metter una egual parte del benefizio della carità sociale in favore degli ospizi, in qualunque parte del regno si trovino. Io vi dico e ripeto che sarà impossibile, senza un qualche aiuto a quei tre ospizi, che essi forniscano la missione di pietà di cui sono incaricati. Io vi so assicurare che, senza il soccorso di queste misere tre mila lire che sono domandate per l'orfanotrofio di Sassari, sarà impossibile l'aprire quelle meschine sale d'asilo infantile. Io vi so dire che, se negherete tutto, coll'andar del tempo non vi dovrete lamentare, se vedrete nell'isola crescere i delitti, i quali vengono per lo più commessi da questi infelici abbandonati, che, crescendo non diretti dall'educazione, vanno di male in peggio camminando.

Non parlerò del senso di dispiacere grandissimo che farà nell'isola il vedere questa ineguaglianza di trattamento contro la quale ho già protestato.

RATTAZZI, *ministro dell'interno.* Non c'è ineguaglianza di trattamento, quando, in proporzione, si dà

alla Sardegna al di là di quanto è assegnato per la terraferma. E credo di averlo dimostrato, perchè per la terraferma lo Stato non concorre che in ragione del quarto, invece nell'isola, per quanto spetta ai trovatelli, esso concorre fino ai due terzi della spesa.

SULIS. Ho dimostrato il contrario.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*. È in errore. L'onorevole Sulis, per escludere che lo Stato concorra per i due terzi, mi viene a citare l'esempio di Sassari e di Oristano. Egli dice che nel bilancio dell'uno di questi comuni furono stanziate lire 4000 e nell'altro lire 3000 per i trovatelli. Io non ho sott'occhio i due bilanci; ma quel che posso accertare si è che le lire 9600 furono stanziate precisamente per rappresentare i due terzi della spesa totale. (*Il deputato Sulis fa segni negativi*) Domando scusa, era precisamente così. Un terzo si sopportava dai feudatari, l'altro terzo dalle decime e l'ultimo terzo dai municipi. Prima di tutto si stanziarono lire 4800 per supplire all'obbligazione dei feudatari quando furono soppressi i feudi; poi si aggiunsero altre lire 4800 quando furono soppresse le decime, e non furono mai i Sardi che si siano doluti perchè loro si fosse fatto quest'assegno. Ma aggiungo di più che l'assegno non fu neanche intieramente consunto. Dal rendiconto delle spese che si presenterà, la Camera potrà scorgere che non furono spese tutte le lire 9600, appunto perchè si deve soltanto corrispondere in ragione dei due terzi, e si sono spese soltanto lire 8600, e quindi lire 1000 andavano in economia. È evidente che non si sarebbe fatto questo risparmio quando i due terzi avessero portato una somma maggiore, perchè appunto si corrisponde in ragione dei due terzi.

Io non so quello che si sia stanziato per Sassari e per Oristano. Può essere benissimo, e non voglio contrastare quello che ha detto l'onorevole Sulis, dal momento che egli assevera di aver esaminati questi bilanci e che ha veduto che erano stanziate quelle somme. Può essere, dico, realmente che vi siano 3000 lire stanziate sui due bilanci, forse perchè si saranno fatte spese non per mantenimento dei trovatelli, ma per riparazioni intorno ai fabbricati, ed allora può essere che la spesa vada al di là, e può essere del pari che nei due bilanci si sia calcolata l'intiera somma che si deve spendere per i trovatelli, e che poi nell'attivo di questi due bilanci si siano portati i due terzi di questa spesa a carico dello Stato. Però, quando si faccia il conto, si vedrà che sta benissimo il computo che si faceva, senza che vi sia alcuna contraddizione con quanto egli allegava.

Del resto l'onorevole Sulis, appunto per confessare che quei due stabilimenti dei quali egli parlava erano estranei ai fanciulli esposti, ma che si trattava di opere pie di semplice orfanotrofio, diceva: tuttavia sono stabilimenti che si trovano in angustie, e, se non venite in loro soccorso, dovranno chiudersi, e ciò a grandissimo detrimento dell'isola. Nel modo stesso che voi date sussidi all'Albergo di Virtù di Torino, io non veggo come non dobbiate accordare qualche assegnamento a questi due orfanotrofi.

In verità, se si ammettesse questa teoria, io non so come le finanze dello Stato sarebbero in grado di sopperire a tutti questi bisogni, come potrebbero stanziare sussidi ed assegnamenti a favore di tutti indistintamente gli orfanotrofi, di tutte le opere pie locali; certo non vi sarebbe bilancio dello Stato che potrebbe supplirvi. Intanto si è fatta una proposta, a cui la Camera ha acconsentito, per uno stanziamento all'Albergo di Virtù, in quanto che si trattava non di un'istituzione puramente locale, la quale tornasse soltanto a vantaggio di una data città, ma di un'istituzione dalla quale ne veniva beneficio a tutto lo Stato; ed è appunto rispetto a quest'istituzione che il Governo qualche volta concorre a concedere qualche sussidio. Ma siccome gli orfanotrofi indicati dall'onorevole Sulis non sono istituzioni che riguardino l'interesse generale dello Stato, ma soltanto di quelle date località ove questi orfanotrofi sono istituiti, così io credo che il paragone non regga, e che perciò non si possa pretendere che, se si diede un sussidio all'Albergo di Virtù, debba anche concedersi a questi orfanotrofi.

Io quindi prego la Camera a volere respingere la proposta dell'onorevole Sulis.

PRESIDENTE. Pongo ai voti la proposta del deputato Sulis di aumentare questa categoria di lire 9000.

(Non è approvata.)

ASPRONI. Quando io negli anni passati mi alzai per domandare un sussidio per l'orfanotrofio di Orosei, dichiarai che desiderava il giorno in cui la Camera si decidesse a votare l'abolizione di questa carità legale. Ho creduto allora, e credo anche attualmente, che questo sussidio sia piuttosto un incentivo al vizio. Io credo che la carità cristiana non verrà mai meno per sussidiare spontaneamente coloro che ne hanno bisogno; io credo che ciò si debba mettere a pieno carico delle comuni e delle provincie rispettive.

PRESIDENTE. Ma il deputato Asproni intende di parlare sulla categoria 27?

ASPRONI. Intendo di proporre la soppressione della totale somma stanziata.

Voci. È già votata questa categoria.

PRESIDENTE. Ora sarebbe in discussione la categoria 28.

ASPRONI. Allora io farei la proposizione di cancellare il sussidio delle lire 9600 stabilite per la Sardegna.

Voci. Ma quest'assegno è già votato.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*. La categoria è già stata votata, compreso il sussidio di lire 9600 per la Sardegna.

PRESIDENTE. Farò notare all'onorevole deputato che questa somma non è compresa nella categoria 28. Il deputato Sulis aveva fatto una domanda d'aumento; questa è stata rigettata; ma il deputato Asproni avendo domandata la parola sulla stessa categoria prima che si passasse ad un'altra, credo che sia ancora in tempo di fare una proposta riguardo alla categoria 28.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*. Ma questo si riferisce alla categoria 27 che è già approvata.

ASPRONI. Dolente di non essere a tempo di proporre la soppressione dell'intera categoria e manifestando già fin d'ora il fermo proposito che, se tornerò alla Camera, cosa che (lo dichiaro apertamente) non desidero; se, dico, tornerò alla Camera mandatovi dalla nazione, farò di nuovo in ogni Sessione la medesima proposta di cancellazione. Io credo alla carità cristiana, ma non credo in questo genere di cose alla carità legale; essa è un danno. Ogni volta che domandiamo un atto di giustizia in favore dell'isola, i signori ministri si alzano per gettarci in faccia la nostra passività e per dirci che dall'erario dello Stato riceviamo continuamente dei sussidi.

La prima risposta che il moto istintivo mette sul labbro dei Sardi io la respingo in fondo al cuore per soffocarla in un mare d'amarezza interna. Dirò solo che vorrei che d'una volta si pubblicasse il bilancio che rischiari la verità, ed invito l'onorevole ministro delle finanze a soddisfare a questo mio desiderio, onde apparisca a tutti in che consistano queste passività dell'isola.

CAVOUR, *presidente del Consiglio, ministro degli esteri e delle finanze.* È molto facile.

ASPRONI. Lo faccia dunque, e noi leggeremo e vedremo quali e quanti sono gli aiuti e i benefizi che riceviamo dai fratelli delle provincie continentali, per grazia del Governo.

Infine, considerando che, ristretto quest'assegno per gli esposti dell'isola alla somma di lire 9600, perde quasi il carattere di giusta ripartizione e veste quello di una elemosina (*Rumori di dissenso*), credo sia nella dignità dei Sardi di rifiutarlo.

I popoli della Sardegna, che hanno la pazienza di sopportare tanti enormi pesi che si aggravano sulle loro spalle per sopperire alle supreme loro necessità, sapranno pur trovare i mezzi di supplire al vuoto di queste 9600 lire, destinate alle infelici creature che vengono al mondo senza nome e senza conforto di genitori. Io adunque propongo la cancellazione di questa somma.

PRESIDENTE. Il deputato Asproni propone che venga annullato lo stanziamento di lire 9600 portato al n° 7 della categoria 28 per sopperire al mantenimento dei trovatelli in Sardegna per la parte che rimane a carico dello Stato.

CAVOUR, *presidente del Consiglio, ministro degli esteri e delle finanze.* Io non spenderò molte parole per provare l'inopportunità della proposta dell'onorevole Asproni, dettata, mi permetta di dirlo, dal dispetto di non avere visto adottarsi una proposta di aumento.

Noi intendiamo, e credo che la Camera divida anche essa questa opinione, di accordare alla Sardegna piena parità di trattamenti, senza osservare se il bilancio della Sardegna sia ancora passivo, e imponga, come impone, gravi sacrifizi allo Stato. (*Segni di adesione*)

Noi, in virtù della legge che ci governa, in virtù del principio che informa le nostre instituzioni, e del vincolo di fratellanza che ci unisce coll'isola, crediamo nostro dovere di estendere ad essa tutti i benefizi dell'attual regime, qualunque sia la somma che la Sardegna versi nelle casse dello Stato. Io credo quindi che sarebbe altamente sconveniente l'aderire alla proposizione dell'onorevole Asproni.

Io nol seguirò nella prima parte della sua orazione, sulla condizione cioè del sussidio dato dallo Stato agli ospizi dei trovatelli ed alle opere pie; questo, o signori, ci trarrebbe troppo in lungo. Se noi prendessimo, a discutere la quistione della carità legale, bisognerebbe prolungare la Sessione almeno di un mese, giacchè la è questa una delle quistioni più spinose, più gravi, più controverse, intorno alla quale vi è un'infinità di buone ragioni a produrre da una parte e dall'altra.

Io presi la parola per ribattere quella specie di accusa che ci venne lanciata dall'onorevole Asproni, cioè che per noi si respinga ogni qualunque proposta che venga fatta dai deputati sardi, rinfacciando loro lo scarso prodotto delle imposte in Sardegna. Io ne appello alla giustizia della Camera, se ai molti eccitamenti ed ai discorsi piuttosto provocanti, rivoltici in questa ed altre circostanze, non abbiamo sempre contrapposto risposte assai moderate; ed ancora questa volta, a malgrado di questa sfida recata dall'onorevole Asproni, non mi farò qui al fine della Sessione a mettere a nudo le piaghe delle finanze sarde, essendo noi qui condotti ed animati da un sentimento molto superiore, dal sentimento della stretta giustizia.

La Sardegna fa parte integrante dello Stato ed ha diritto a vedere estendere ad essa un trattamento eguale, qualunque sieno le sue risorse. Lo Stato concorre in certa proporzione nelle spese dei trovatelli del continente, e deve concorrere nella stessa proporzione anche per quelli della Sardegna. Io quindi invito la Camera, senza prolungare ulteriormente questa increscevole discussione, a volere respingere la proposta del deputato Asproni.

ASPRONI. Io dichiaro sinceramente che non è nella mia indole e natura di avere idee nè di provocazione nè di dissidio. Non sarò io certamente quello che creerò imbarazzi maligni al Governo: forse nelle più difficili occasioni avrò posta frammezzo la mia popolarità anche a costo di correre qualche pericolo; perchè quando il Ministero ha ragione, io credo sia stretto dovere portargli tutto il soccorso; ma, quando ha torto, noi siamo qui alla tribuna per parlare alto in nome della giustizia e della eguaglianza; e se dalla libera parola dei deputati possono nascere difficoltà e rincrescimenti, tanto peggio per il Ministero, perchè sua è la colpa e non di chi parla.

In quanto poi all'avere io proposta questa cancellazione, dirò che io la domando: 1° perchè ogni anno darà occasione a reclami per parte delle provincie che hanno un giusto titolo a conseguire una maggior porzione nel riparto; 2° per convinzione negli anni decorsi già da me manifestata; è antica, non è d'oggi. Io ho sempre creduto che la carità legale sia un male assai peggiore di quello a cui si pretende d'ovviare; che, abbandonata la cura degli esposti alla carità cristiana dei buoni cittadini, questa carità non verrà mai meno, come non è venuta meno in tante altre occasioni. Il popolo nostro

ne ha date solenni prove in più d'una circostanza, e questo torna ad onore e gloria di lui. In terzo luogo poi la domando per la Sardegna, perchè vorrei stabilire un esempio a quelli che siederanno in questa Camera nelle Sessioni future, per pensare seriamente ad abolire la categoria nella principale sua somma. L' ho domandato per la Sardegna, perchè non vorrei si credesse che io non volessi cominciare anche da casa mia. La domando finalmente, acciocchè i deputati sardi non abbiano in ogni Sessione legislativa il rammarico di una negativa che meritamente irrita e offende il sentimento di parità tra l'isola e il continente.

Io ho votata la proposta dell'onorevole Sulis per lo stesso principio per cui ieri ho votato l'aumento all'Albergo di Virtù. Io allora mi son levato con piacere, sebbene mi ricordassi che di queste 8000 lire, 4000 erano state tolte al brefotrofio di Orosei, intorno al quale il signor ministro parlò con tanta inesattezza (*Movimenti*); e se io vi ritorno sopra, è perchè ne conosco la condizione; io sono informato pienissimamente per avere esaminati gli archivi, i registri e i regolamenti, come conosco le angustie in cui versa, ed il supremo bisogno che quello stabilimento pio ha di soccorso. Ed io sono sempre pronto a votare qualunque sussidio di questo genere per qualsiasi paese. E ciò farà vedere come noi Sardi, quando votiamo simili sussidi non siamo guidati da riprovevole insulare egoismo, ma li votiamo per il bene dello Stato, al quale noi sacrifichiamo a tempo opportuno interessi, affetti locali e patimenti, quando la necessità lo richiegga.

Termino protestando solennemente contro alle asserzioni del ministro, di discorsi provocatori per parte nostra. Se però per provocazione egli intende il temperato e schietto linguaggio della verità, egli è padrone di chiamarmi provocatore. Da qual lato poi sia la provocazione, lo deciderà il pubblico che è, fra me e il signor ministro, giudice legittimo, giusto, severo e inappellabile.

PRESIDENTE. L'onorevole Decastro ha facoltà di parlare.

DECASTRO. Dirò brevissime parole.

Sono dolente che la proposta dell'onorevole Sulis non abbia trovato l'accettazione della Camera; intorno a che posso assicurare che veramente il sussidio che dà lo Stato non è sufficiente pel mantenimento dei trovatelli in Sardegna, e prova ne sia che il solo municipio di Oristano, poichè si volle parlare di quel municipio, spende a tale oggetto l'annua somma di circa 3000 lire, e che un tal sussidio è affatto insufficiente a sopperire a tutte le richieste. D'altra parte non mi fa meraviglia che sia rimasta un'economia sulla somma di lire 9600, dacchè non mi consta che il municipio di Oristano, nonostante il grave dispendio che sopporta a tale riguardo, abbia avuto, a titolo di sussidio, alcuna somma per parte del Governo. Malgrado però queste considerazioni, io dichiaro che respingo assolutamente la proposta del deputato Asproni, inquantochè credo che il sussidio delle lire 9600 che viene all'isola dallo Stato non ha il carattere di elemosina, come si vorrebbe fare intendere, ma ha il vero carattere di giustizia; perocchè lo Stato lo paga in surrogazione di quello che solevasi corrispondere dai feudatari e dal clero; con questo titolo di giustizia la Sardegna lo accetta.

Questa ragione di giustizia avrebbe dovuto essere la importante considerazione da mettersi avanti onde determinare la Camera ad accordare un sussidio ai trovatelli nell'isola, dacchè, quando a titolo di carità si danno sussidi ai trovatelli delle altre provincie dello Stato, io non vedo il perchè uguale trattamento di carità non debba usarsi eziandio verso i trovatelli delle città dell'isola.

PRESIDENTE. Pongo ai voti la soppressione delle lire 9600 proposta dal deputato Asproni.

(Non è approvata.)

(È approvata la categoria 28, *Spese diverse*, lire 65,100, come pure le seguenti:)

Carceri di pena e giudiziarie. — Categoria 29. *Spese d'ispezione*, lire 13,120.

Carceri di pena. — Categoria 30. *Personale*, proposta dal Ministero in lire 250,460, e ridotta dalla Commissione a lire 245,000.

Categoria 31. *Spese d'ufficio*, lire 9800.

Categoria 32. *Spese di mantenimento e di personale interno*, proposta dal Governo in lire 1,156,552 56 e ridotta dalla Commissione a lire 1,143,552 56.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*. Su questa categoria la Commissione ha proposto la riduzione di lire 13,000; io la pregherei di assentire allo stanziamento di lire 3000 pei sifilicomi. Oltre a quello di Genova, il Governo ha fatto una convenzione con uno stabilimento di Ciamberì, in forza della quale si è obbligato di pagargli lire 15,000 in varie rate: quando non si concedesse l'intera somma, credo che non vi sarebbero i mezzi sufficienti per far fronte agli obblighi portati da questa convenzione.

Non occorre che io spenda molte parole per dimostrare la somma utilità e convenienza che si facciano questi sifilicomi, tanto nell'interesse dell'umanità, quanto per risparmio nelle spese che cagiona il trasporto delle persone infette nel sifilicomio di Torino, massimamente dalla Savoia; ed ognuno, spero, si persuaderà della convenienza di avere sul luogo i sifilicomi in quelle località distanti, anzichè fare questi trasporti.

A questo fine fu fatta la convenzione che ho accennata, e ove non si concedesse l'aumento di lire 3000, non vi sarebbe mezzo di provvedere a tutte le eventualità.

ARNULFO, *relatore*. La Commissione ha addotte nella relazione le ragioni per le quali propose una riduzione a questa categoria; riduzione sostanzialmente fondata su che essendosi già fatti negli altri anni delle spese per il sifilicomio di Genova, essa credette che la somma ammessa potesse bastare.

Ora però che il signor ministro viene adducendo la necessità di un'altra spesa di lire 3000, la Commissione che non ebbe in vista di impedire l'esecuzione delle opere relative ai sifilicomi, ma di tenere la spesa nei

limiti possibili, dopo i dati schiarimenti assente al chiesto aumento di lire 3000.

PRESIDENTE. La Commissione avendo assentito all'aumento di lire 3000, la categoria resta di lire 1,146,552 56.

NAYTANA. In Sardegna esistono due carceri di pena, una a Tempio, l'altra a Nuoro, le quali bisogna convenire che sono entrambe in buone condizioni ed in salubri climi. È però da osservarsi che queste carceri sono situate nel punto il più elevato di ciascuno di quei paesi e sono esposte a tramontana. Ora avviene che i condannati del capo meridionale, come sono quelli dei Campidani di Cagliari e d'Oristano e gli abitanti delle marine, venendo trasportati in queste carceri nell'inverno soffrono per il troppo rigore del freddo proprio del nuovo clima, che per loro colpa o sventura vanno di nuovo ad abitare, in tutto opposto a quello che per l'avanti sin dalla loro nascita respiravano. Da ciò patimenti indicibili, malattie, e spesso la morte. Molte volte essi hanno supplicato perchè si mitigasse il rigore del freddo che soffrono in quei luoghi, con introdurre i necessari caloriferi, ma finora non hanno potuto nulla ottenere. Il fatto è che molti degli abitanti del Campidano di Cagliari o di Oristano o delle marine, che furono condannati alla reclusione od al carcere, morirono assiderati dal freddo, perchè il clima, a cui erano abituati, è molto più mite di quello di Tempio e di Nuoro, situati a grandi elevazioni ed in vicinanza alle montagne più alte. Quindi io faccio presente questa circostanza al signor ministro, affinchè procuri di mitigare, in quanto è possibile, la condizione di quei poveri disgraziati, che sono trasportati in quelle carceri, onde non avvenga che la pena del carcere o della reclusione degeneri in quella di morte, ed i congiunti dei condannati delle marine, all'udire che questi verranno condotti alle carceri di Tempio o di Nuoro, non reputano, quello che oggi fanno, d'anticiparne il piagnisteo, ritenendoli esposti ad una certa morte, assoggettati che siano al nuovo clima senza mezzi atti ad addolcirne la temperatura.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*. Non mancherò di tener conto dei reclami del deputato Naytana per quanto riguarda queste carceri. Osservo però che mi pare difficile che si siano verificati gl'inconvenienti a cui egli accenna, massime rispetto al carcere di Tempio, perchè esso non è aperto che da pochi mesi, epperciò difficilmente sarà avvenuto che i condannati trasportati in quel carcere abbiano sofferto per il rigore del freddo.

D'altra parte converrà conciliare i riguardi per la salute dei detenuti colle necessità del servizio, perchè, non essendovi che queste due carceri di pena in Sardegna, non vi è altro mezzo che di mandare i condannati dell'isola o ad una di queste carceri, oppure trasportarli in terraferma. Ma è da ritenersi che, quando i Sardi vengono in terraferma, ordinariamente si dolgono molto di questo clima, ed essi stessi desiderano di essere trasportati in Sardegna, allegando che il clima di quell'isola loro è più confacente, e che quello di terraferma è molte volte fatale per la loro salute. Perciò bisogna anche tener conto di questa circostanza, cioè dell'impossibilità di mandare i condannati sardi in altre carceri.

Ad ogni modo, ripeto, è una considerazione di umanità, e può essere persuaso l'onorevole Naytana che i sentimenti di umanità stanno a cuore non solo alla Camera, ma anche al Ministero; epperciò io non mancherò di provvedere.

PRESIDENTE. Farò osservare alla Camera che l'aumento di lire 3000, testè proposto dal signor ministro ed accettato dalla Commissione, si riferirebbe alla categoria 32 stanziata in lire 1,143,552 56, la quale quindi ascende a lire 1,146,552 56.

Categoria 33. *Spese per l'esercizio delle manifatture*, proposta dal Ministero in lire 418,864 53, e ridotta dalla Commissione a lire 412,000.

Categoria 34. *Trasporto dei detenuti condannati*, proposta dal Ministero in lire 25,000, ridotta dalla Commissione a lire 20,000.

Categoria 35. *Riparazioni ordinarie*, lire 50,000.

Categoria 36. *Opere di miglioramento*, proposta dal Ministero in lire 64,500, ridotta dalla Commissione a lire 60,000.

Carceri giudiziarie. — Categoria 37. *Personale*, lire 320,106 80.

Categoria 38. *Spese di mantenimento e diverse*, lire 1,264,930 60.

NAYTANA. Domando la parola. Sul modo con cui sono trattati i detenuti nelle carceri giudiziarie non posso venire a particolari indicazioni; raccomanderò solo al signor ministro acciocchè gli piaccia di significare agli intendenti, che sono quelli che sopravvegliano le carceri per ciò che spetta al vitto ed al vestiario, che qualche volta si degnino recarsi alle medesime. Io so che ve ne sono dei diligenti e dei pietosi, e tra questi io distinguo l'intendente generale di Nuoro, il quale ogni cura adopera pel benessere dei detenuti. Ve ne sono però altri i quali forse in due o tre anni non si recano una volta a sentire le lagnanze dei miseri detenuti, e quando poi essi chiamano l'intervento dell'intendente, sia per differenze tra gli stessi carcerati, sia per qualche lagnanza contro i guardiani, questi intendenti si contentano di mandare i delegati di pubblica sicurezza. Questi delegati, talvolta aderendo troppo ai detti di certi detenuti, od a quelli dei guardiani, o perchè non si danno cura di verificare esattamente le cose, e forse perchè sono ingannati essi stessi, certo è che non compiono alla loro missione, nè soddisfano all'obbligo che pesa sugli intendenti, che si limitano a dare tali commissioni ed a credere ai rapporti, persuasi di poter anche in questo disimpegnare il proprio dovere per mezzo di altri; certo è altresì che quelli che si lagnano, nulla più ottengono se non di essere o puniti od in appresso più duramente trattati.

Delle lagnanze tanto su questi oggetti, quanto sulle somministranze del vitto e vestiario, mai fecero silenzio i detenuti nelle visite mensili e generali che si tengono dai giudici e dai tribunali, e questi non ommisero di ri-

ferirle precise nei processi verbali che avviarono gerarchicamente al dicastero della giustizia.

Sapete che cosa hanno prodotto queste lagnanze all'autorità giudiziaria, ed i processi verbali da essa redatti? Nulla e poi nulla, appunto perchè l'autorità giudiziaria non può in tali oggetti provvedere. Perciò i giudici e tribunali nelle loro visite raccomandarono la rassegnazione e li confortarono che col tempo si sarebbe provveduto. Queste persuasioni furono ascoltate per anni, ma, sperimentate infine senza effetto, produssero la sfiducia.

Vi dirò fatti occorsi nelle visite generali da me tenute insieme al tribunale che ho l'onore di presiedere.

Quando si domanda ai detenuti come sono trattati, rispondono: dispensateci dal riscontrare alla dimanda perchè sarebbe per noi una fatica inutile e per il tribunale un dolore di sentire le nostre pene senza potervi rimediare, giacchè molte volte noi vi abbiamo rappresentato i nostri mali e voi stessi avete detto che non potete alleviarli; a che dunque di nuovo noi vi abbiamo a commovere inutilmente? E più non dissero, ma molto con tali accenti significarono.

In ordine al vitto poi desidererei che gli stessi intendenti vegliassero un po' più attentamente, perchè non è infrequente che il pane che si dà ai detenuti non sia mangiabile neppur dai cani, e gli altri cibi nè in quantità sufficiente a seconda del contratto d'appalto, nè ben cucinati. Vero è ancora che alle volte si lagnano a torto od esagerano i difetti del pane e dei cibi. Dal che tutto io vedo sempre più necessario che gl'intendenti in persona visitino le carceri ed odano oralmente i detenuti.

In ordine alla trasferta dei detenuti in aspettativa di giudizio, vedo con soddisfazione che la Commissione ha raccomandato il modo di trasportarli colle vetture ordinarie e per via ferrata. Ma sappia la Camera che c'è un altro mezzo niente dispendioso, ma non molto spedito, quale non so come si possa giustificare a questi giorni, ed è il mezzo di condurli a piedi.

Non dico che si debbano condurre in vettura od a cavallo dal luogo dove gli arrestano sino al capoluogo del mandamento, ma da questo tradurli a piedi alle carceri della provincia, io lascio alla Camera il considerare se sia conveniente, od...

CAVOUR, *presidente del Consiglio, ministro degli esteri e delle finanze*. E dove non ci sono strade?

NAYTANA. Io dirò il fatto come è, indi si argomenti e si commenti se si vuole. Dirò dunque il fatto come è.

Dal capoluogo di mandamento si traducono a piedi al carcere di provincia: e le provincie nell'isola hanno una non piccola circoscrizione: vi sono dei capoluoghi di mandamento che distano anche otto o dieci ore a cavallo dal capoluogo di provincia: eppure questi infelici si devono tradurre a piedi, ammanettati, attorniati dai carabinieri, passando pel fango, per chine, sia d'inverno che d'estate. Io più volte ho visto questi dolorosi ingressi nella città di Oristano, e ne fui commosso con quanti passavano per via.

Quanto poi al trasporto dalle carceri di provincia a quelle della Corte d'appello, io non posso dare notizie precise a questo riguardo, perchè non ho veduto come si pratichi questo trasporto. Alcuni mi dissero che si eseguisse anche a piedi, altri che si praticava per carri, altri che il trasporto seguisse o per carro od a cavallo.

Io non pretendo certamente che questi trasporti si debbano eseguire per vettura, poichè non potrebbe ciò eseguirsi, attesa la mancanza nell'isola di strade carrozzabili, e per essere cattive le altre ordinarie; domanderei soltanto che si usi loro quell'umanità che non si negava nel tempo passato, anche quando i feudatari amministravano la giustizia: sì, anche allora il trasporto dei ditenuti si faceva per cavallo. Io desidererei dunque che questo trasporto si eseguisse per cavallo, meno quello dal luogo dell'arresto al capoluogo di mandamento che potrebbe praticarsi a piedi quando la distanza non ecceda una o due ore di viaggio.

Raccomando pertanto alla giustizia ed umanità del signor ministro dell'interno a volere caldamente ordinare a chi spetta, e specialmente agli intendenti, di vigilare per la buona manutenzione dei carcerati, e di far cessare la traduzione a piedi, sostituendo la cavalcatura, qualora non possa praticarsi il trasporto per vettura.

SULIS. È un fatto pur troppo vero quello che veniva esponendo l'onorevole Naytana; e tale fatto fu giustamente biasimato: ma da questo ne viene un altro grave danno. Noi sappiamo che il numero dei carabinieri in Sardegna non è tuttora completo; sappiamo che sono molti i carichi del loro servizio. Ora, quando vengono questi carabinieri destinati alla scorta dei prigionieri, dovendo questi prigionieri camminare a piedi, i carabinieri di scorta devono impiegare assai maggior tempo nell'accompagnare i ditenuti, di quel che farebbero se i ditenuti fossero condotti a cavallo od in vettura.

Venendo ora ai modi che si possono tenere per emendare questi danni, farò notare che nei mandamenti o nelle provincie dove esistono strade carreggiabili debbono adottarsi le vetture cellulari che hanno già fatto buona prova nel continente, e, quando ciò non si possa per la non esistenza di dette strade, si usino cavalli.

Credo poi che la somma stabilita nel bilancio sia sufficiente per questo: dalla costruzione delle vetture cellulari che si fecero per la terraferma deve rimanere, a mio avviso, un qualche margine per provvederne qualcuna alla Sardegna. Quanto poi allo stabilire vetture cellulari sulle strade carrozzabili ed al provvedere cavalli per strade che nol sono, credo che il signor ministro dell'interno non debba avervi difficoltà.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*. Riconosco coll'onorevole Naytana che uno dei doveri principali dell'intendente è quello di sorvegliare la condizione dei ditenuti, di provvedere che sia ad essi somministrato il vitto ed il vestiario secondo che è stabilito. Certo mancherebbero gravemente all'ufficio loro quando non adempissero questa obbligazione; ma prego l'onorevole Naytana di avvertire anzitutto che non si può sempre prestare piena e cieca fede a ciò che i ditenuti vengono talora

dicendo, poichè è usanza loro dolersi bene spesso di un trattamento anche quando non è duro.

Di più, io avrei desiderato che l'onorevole Naytana, il quale è presidente di un tribunale provinciale, alloraquando va a fare le visite dei ditenuti, se vi sono doglianze di questo genere, ne avesse fatta relazione d'ufficio al ministro degli interni, che si fosse da esso o dai suoi colleghi rappresentata la condizione dei ditenuti, e il difetto di sorveglianza per parte degl'intendenti di provincia, ed il modo con cui si sarebbe potuto ovviare agl'inconvenienti da esso lui lamentati.

Io posso assicurare l'onorevole Naytana che certo non vi sarebbe stato difetto da parte mia di provvedere e di richiamare a maggior diligenza quegl'intendenti che non avessero esercitato quella sorveglianza che loro incombe di praticare; ma io debbo dire che finora non mi pervenne alcuna doglianza, non mi consta che vi siano intendenti nell'isola i quali abbiano mancato di sorvegliare le carceri. Ad ogni modo, poichè l'onorevole Naytana, se non come presidente del tribunale, come deputato, ha sporto questi richiami dinanzi al Parlamento, io lo assicuro che non mancherò di assumere informazioni per provvedere nel modo il più opportuno, sempre quando mi risulti che le lagnanze dei carcerati non siano gratuite, ma abbiano un qualche fondamento e che realmente vi sia stata mancanza dal lato degl'intendenti.

Venendo ora al trasporto dei ditenuti, l'onorevole Naytana diceva che questi trasporti nell'isola si fanno dal mandamento al capoluogo di provincia a piedi e non in vettura o a cavallo, ed osservava che per quanto gli era stato riferito da alcuno (quantunque non lo potesse affermare) si praticava pure lo stesso modo per il trasporto dal capoluogo di provincia al capoluogo di divisione per mandare gl'inquisiti alla Corte d'appello.

Io non sono in grado ora di contraddire in modo assoluto a queste sue informazioni, ma ritengo che dappertutto ove esiste una strada carreggiabile il trasporto si faccia per mezzo di vetture, e che si faccia soltanto la traduzione dei ditenuti a piedi laddove non vi esiste che una piccola distanza; poichè, ove la distanza sia considerevole, ed ove la salute del ditenuto non possa permettere senza suo scapito che egli faccia il viaggio a piedi, io credo certamente che questa traduzione si faccia a cavallo o per vetture, quando il mezzo delle vetture sia praticabile.

L'onorevole Sulis desiderava che questo trasporto si praticasse, ove fosse possibile per mezzo di vetture cellulari. Ma io prego la Camera di avvertire che, quando si volesse ricorrere a questo mezzo per il trasporto dei ditenuti nell'isola di Sardegna, non basterebbero le lire 9000 assegnate nel bilancio, ma sarebbe necessario il doppio di questa somma; poichè converrebbe operare il trasporto con una vettura cellulare anche per due o tre ditenuti solamente, quando questa vettura è fatta per tradurne moltissimi, e quindi la spesa del traslocamento d'un ditenuto equivarrebbe alla spesa che occorrerebbe per dieci o dodici. Osservo pertanto che questo mezzo se è da un lato più umanitario, certamente però sarebbe molto più costoso, e quindi non si potrebbe assolutamente adottare.

Io sono d'avviso che, ogniqualvolta il trasporto si possa fare per mezzo di vetture, debba così operarsi, perchè così richiede l'umanità; ma, mentre si soddisfa ad un sentimento di umanità, non si deve per altra parte aggravare soverchiamente le finanze dello Stato, costringendole a sopportare per il trasporto di un ditenuto le identiche spese che potrebbero occorrere per il trasporto di molti.

Ad ogni modo anche su questo argomento assumerò maggiori informazioni, e, quando mi risultasse che realmente nei casi di traduzione da un luogo all'altro con qualche distanza di riguardo si opera questo trasporto a piedi e non a cavallo, non mancherò di dare le disposizioni necessarie perchè si faccia a cavallo, persuaso come sono che la Camera, quando si tratterà di aumentare questa categoria e di portarla ad una somma maggiore, non si vorrà opporre, poichè quella che fu proposta e che fu acconsentita dalla Commissione, che vi ha fatto riduzioni, non sarebbe sufficiente a questo oggetto.

NAYTANA. Io stesso dissi già, ed ora ripeterò, che le molte ed assidue lagnanze dei ditenuti qualche volta sono false od esagerate, siccome l'esperienza di ventiquattro anni me ne ha persuaso.

Ma in mezzo a tante doglianze, alcune pur son vere, e queste vennero consegnate nei processi verbali delle visite generali. Io credeva che tali processi verbali fossero sufficienti, perchè questi, passando per via gerarchica, si fermano infine nel Ministero di grazia e giustizia; e da che sul proposito è indicato nel Codice di procedura criminale, mi persuadeva che desso Ministero conferisse su questa materia col Ministero dell'interno, al quale perciò non stimai opportuno di rivolgermi. Ad ogni modo io accetto la dichiarazione del signor ministro per l'avvenire, assicurandolo che, qualora occorra il caso, il che non credo, avrò ad incomodarlo con mio vantaggio onde fargli conoscere la verità.

Per quanto riguarda al passato, io non posso nè debbo determinare nè indicare alcuno. Non vorrei molto meno che per ciò alcuno avesse animadversione. Forse vi fu tutta la buona fede nel delegare agli ufficiali di pubblica sicurezza queste verificazioni; forse vi fu qualche volta esagerazione, e questo fece sì che gl'intendenti non abbiano poi creduto alle vere doglianze.

Io richiedo che si sorvegli e si proceda meglio per l'avvenire; desidero che gl'intendenti si rechino qualche volta di persona alle carceri, che vi odano i gemiti di quei miseri, soprattutto sulla qualità e quantità degli alimenti che loro vengono dati, e sul vestiario. In quanto poi ai trasporti, io non ho chiesto un aumento, domando che si dieno cavalli ove le vetture non possono andare. Se il Governo stabilirà vetture sulle strade carreggiabili e troverà un'economia, io ne sarei ben contento; ma non voglio spingere le esigenze all'estremo; mi accontenterò nel chiedere che ai ditenuti i quali de-

vono percorrere una lunga distanza il Governo somministri un mezzo di trasporto anche a cavallo, qualora non possa attuarsi altro miglior mezzo.

PRESIDENTE. Categoria 39. *Trasporto dei ditenuti sotto processo*, lire 90,000.

D'ARCAIS. Domando la parola.

Mi corre obbligo di far notare al signor ministro un fatto che si verifica in Sardegna.

Nell'isola si era avvezzi, quando esistevano le milizie baracellari, a far scortare i ditenuti da questi miliziani, i quali, quand'anche non fossero retribuiti in danaro, godevano di certi privilegi nei quali avevano un compenso. Le milizie baracellari furono abolite coll'istituzione della guardia nazionale, la quale, secondo la legge che la regola, non è obbligata a prestare servizio fuori del suo territorio. Quando occorresse un caso di bisogno particolare, credo si possa dire, se non strettamente, in qualche modo almeno obbligata la guardia nazionale a tradurre un ditenuto, ma ciò sempre dentro i limiti del suo territorio. In Sardegna però, seguitando le abitudini antiche, considerando ancora la guardia nazionale come l'antica milizia baracellare, si obbligano gl'individui alla guardia nazionale appartenenti a scortare i prigionieri non solamente nel loro territorio, ma anche sino al capoluogo del mandamento, e certe volte persino al capoluogo di provincia. Credo che a questo riguardo siano state sporte lagnanze, le quali forse non sono giunte fino al ministro; ad ogni modo però non si potrà negare che al giorno d'oggi il trasporto dei ditenuti deve farsi per mezzo dei carabinieri e non per mezzo della guardia nazionale, o tutto al più questa si potrà obbligare a scortare i ditenuti in casi soltanto eccezionali e ristrettivamente al suo territorio. Desidero perciò che il ministro voglia informarsi di questo stato di cose, e provvedere in conformità della legge sulla guardia nazionale.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*. I reclami che fa ora l'onorevole D'Arcais non giunsero al Ministero, nè mi consta vi sia una milizia nazionale in Sardegna che si sia lagnata di essere costretta a fare il servizio di scortare i ditenuti da un mandamento all'altro ed anche al di là dei medesimi. Quello che è certo si è che non potrebbe essere astretta a compiere questo ufficio fuori del suo territorio, essendovi sempre a quest'uopo il sussidio dell'arma dei carabinieri; quando la necessità della sicurezza pubblica lo richiede, può essere comandata a fare questo servizio; ma certamente, lo ripeto, non sarebbe obbligata ad andare in altri mandamenti; che se mi verranno sporte doglianze a questo riguardo, certamente non mancherò di provvedere in questa conformità.

Del resto, per quanto riguarda il servizio nelle località dove esiste la guardia nazionale, egli è certo che, se i carabinieri non vi sono, la guardia nazionale deve prestare il suo soccorso, perchè questa milizia è principalmente istituita pel buon ordine e per la sicurezza interna, ed è chiaro che, sempre quando non vi è altro mezzo per provvedere a questa sicurezza ed a questo buon ordine, forza è che si ricorra alla guardia nazionale.

D'altra parte non mi consta, ripeto, che la guardia nazionale in Sardegna siasi rifiutata ad alcun servizio; anzi mi consta positivamente che tuttavolta che la circostanza si presentò, tuttavolta che il bisogno ne sorse, la milizia cittadina corrispose colla più grande soddisfazione a questa necessità, e godo anzi di poterlene tributare i dovuti encomi.

D'ARCAIS. Se il signor ministro non ebbe lagnanze, ho io l'obbligo di fargliele a nome appunto della guardia nazionale di diversi comuni della provincia cui appartengo, e nella quale specialmente si verifica questo fatto. Io convengo che la guardia nazionale deve venire in sussidio dell'arma dei carabinieri, e ripeto che, finchè si tratta di uscire anche dai limiti del comune per andare al capoluogo di mandamento, purchè non debba traversare altri comuni, possa prestare questo servizio, attese le circostanze speciali dell'isola; ma non posso ammettere che la guardia nazionale si possa obbligare a fare quel servizio nel modo che si pratica in Sardegna.

Il signor ministro può verificare, e troverà che questo servizio si comanda e non è così spontaneo come egli crede. Là non vi sono battaglioni mandamentali, sono compagnie staccate, isolate, nè si può obbligarle ad uscire dal loro territorio comunale. Finchè si tratta di agire nel limite del comune, pazienza, si farà quello che si può; ma oltrepassarlo per fare un trasporto che spesso richiede sei o sette ore di cammino, non lo credo debito della guardia nazionale.

Ripeto: se le lagnanze non gli giunsero ancora, gliele sporgo io a nome della guardia nazionale di vari comuni della provincia a cui appartengo; verifichi, e troverà che io non adduco fatti inesatti, e provvederà, io spero, a che, quando si tratta di tradurre detenuti, gli intendenti od i giudici di mandamento facciano le loro richieste in tempo ed in modo almeno che le guardie dei diversi comuni per cui deve passare il convoglio vadano ad incontrarsi, e non si obblighi la guardia nazionale di un comune a stare fuori di casa spesse volte una giornata intera, con detrimento grave dei propri affari.

RATTAZZI, *ministro dell'interno*. Quanto al principio, mi pare di avere ammesso che non si poteva far fare questo servizio fuori del comune. Quanto alle doglianze che l'onorevole D'Arcais allega di fare a nome della guardia nazionale, mi pare che sarebbe molto più ragionevole ed anche più legale che queste rappresentanze mi venissero per organo della stessa autorità diretta, per mezzo dei sindaci che la rappresentano, anzichè dal deputato che propriamente non rappresenta questo corpo. D'altronde, dal momento che l'onorevole D'Arcais si porta organo e rappresentante per fare questi richiami dinanzi al Parlamento, io avrei desiderato che almeno m'indicasse quali sono queste milizie nazionali, quali le località cui appartengono, affinchè mi fosse dato riconoscere i fatti e provvedere onde questi fatti non si rinnovino per l'avvenire; ma, finchè

egli si limita a dire vagamente che succedono questi inconvenienti e che egli ha avuto l'incarico di porgere richiami, senza accennare specificamente di quale località si tratti, io veramente sarei molto imbarazzato a provvedere, massime quando non ho doglianze da coloro cui specialmente incumbe l'obbligo di fare queste rimostranze, e che hanno diritto di rappresentare la guardia nazionale.

D'ARCAIS. Non posso lasciare senza risposta ciò che ha detto il signor ministro. Io ho accennato ad una provincia; ma, se vuole che gli nomini delle località, io citerò il mandamento di Simaxis il quale è posto sulla strada che conduce da Busachi ad Oristano. Vi è una stazione di carabinieri a Simaxis ed un'altra a Busachi; ma ordinariamente, venendo i detenuti da altre strade, si consegnano i prigionieri che vengono dall'interno dell'isola al sindaco di Ollastra, il quale, mancando di altri mezzi, li fa scortare dalla guardia nazionale al capoluogo di mandamento, e da qui si obbliga quella guardia stessa bene spesso di continuare la marcia fino ad Oristano, capoluogo di provincia, attraversando due comuni ai quali essa è estranea.

In quanto poi al dire che io mi faccio rappresentante della guardia nazionale, mi scusi il signor ministro, ma io non vengo qui a rappresentare la guardia nazionale, vengo a rappresentare i contribuenti, i quali si sono lagnati con me; e, come deputato, credo di avere diritto di esporre queste lagnanze al Parlamento. Del resto, io spero che il signor ministro verificherà ciò che ho esposto, e, riconoscendo che quello che ho detto è esatto, vi provvederà, e prontamente.

RATTAZZI, *ministro dell'interno.* Ora che l'onorevole D'Arcais mi ha indicato la località, io prenderò le informazioni più opportune, e provvederò. Io aveva fatto quelle osservazioni, perchè il modo vago e generico, con cui l'onorevole preopinante espose quei richiami, certamente non mi fornivano i mezzi di poter conoscere gl'inconvenienti e dare i provvedimenti necessari.

D'ARCAIS. Questi inconvenienti succedono in tutta la provincia, e non solamente in quel mandamento.

PRESIDENTE. Categoria 40. *Fitto dei locali*, lire 2000.

Categoria 41. *Riparazioni ordinarie*, lire 60,000.

Sicurezza pubblica. — Categoria 42. *Servizio segreto*, lire 200,000.

Categoria 43. *Carabinieri reali* (Gratificazioni e compensi), lire 23,000.

Categoria 44. *Ufficiali di pubblica sicurezza* (Personale), lire 274,592 85.

Categoria 45. *Ufficiali di pubblica sicurezza* (Spese d'ufficio), lire 2400.

Categoria 46. *Guardie di pubblica sicurezza* (Personale), lire 334,372.

Categoria 47. *Fitto dei locali d'ufficio e d'alloggio, e minute riparazioni*, lire 20,000.

Categoria 48. *Casermaggio dei carabinieri reali*, lire 22,260.

Servizi diversi. — Categoria 49. *Indennità di via e trasporto degli indigenti*, lire 82,000.

Categoria 50. *Studi e scienze* (Assegni), lire 58,309 90.

CAVALLINI. Io non intendo di proporre alcuna variazione sulla somma stanziata in questa categoria; voglio soltanto osservare che nel bilancio del dicastero dell'istruzione pubblica andava per lo passato inscritta apposita categoria, la quale portava la somma di lire 15,000, se non erro, appunto per assegni ed incoraggiamenti agli studi, categoria che fu soppressa nell'anno 1853.

Ne abbiamo dunque soppressa una minore, che trovava la vera sua sede naturale nel bilancio dell'istruzione pubblica, per mantenere per lo stesso o simile titolo una maggior somma nel bilancio del Ministero dell'interno, quale è quella di lire 58,309 90, stanziata alla categoria 50.

Mi pare che, se non tutta questa somma, certamente una gran parte della medesima si troverebbe più regolarmente collocata nel bilancio del dicastero dell'istruzione pubblica.

Quindi, postochè veggo anche il signor ministro della pubblica istruzione al suo posto, vorrei pregare e questo e il ministro dell'interno a voler fra loro conferire per vedere se non sia più opportuno e conveniente che parte almeno della somma inscritta in detta categoria 50 sia trasportata per gli anni avvenire nel bilancio dell'istruzione pubblica.

RATTAZZI, *ministro dell'interno.* Questa categoria fece ognor parte del bilancio dell'interno, e tanto più sono convinto ne debba far parte, in quanto che vi sono certi articoli che si connettono necessariamente coll'amministrazione dell'interno.

Forse vi sarà qualche spesa che potrebbe meglio far parte del bilancio del Ministero di finanze, ma certamente tutti indistintamente gli articoli di questa categoria non potrebbero essere trasportati in quello dell'istruzione pubblica.

Però io non ho difficoltà di mettermi d'accordo col mio collega il ministro dell'istruzione pubblica, e quando vi fosse qualche parte di detta categoria da trasportarsi nel suo bilancio, di buon grado io la cederò.

PRESIDENTE. Categoria 51. *Pubbliche e solenni funzioni e feste governative*, lire 6000.

Categoria 52. *Medaglie e ricompense pecuniarie per azioni generose*, lire 10,000.

Categoria 53. *Pensioni ai decorati nella milizia nazionale della medaglia al valor militare*, lire 1500.

Categoria 54. *Milizia nazionale* (Spese d'armamento), lire 10,000.

Categoria 55. *Indennità agli agenti della forza pubblica per contravvenzioni alle leggi sulla caccia*, lire 2000.

Categoria 56. *Compilazione della* Gazzetta Piemontese (giornale ufficiale del regno), lire 12,000.

Spese comuni a tutti i rami. — Categoria 57. *Spese di stampa*, lire 25,000.

Categoria 58. *Spese di posta-lettere*, lire 6500.

Categoria 59. *Assegnamenti d'aspettativa*, lire 39,665 e centesimi 86.

Categoria 60. *Casuali*, lire 40,000.

Titolo II. *Spese straordinarie.* — Categoria 61. *Maggiori assegnamenti sotto qualsiasi denominazione*, lire 5240.

Categoria 62. *Emigrazione italiana*, lire 115,000.

Categoria 63. *Acquisto della nuova raccolta stampata degli atti parlamentari del* 1848, lire 9000.

Categoria 64 (ultima). *Intendenze provinciali; riordinamento ed adattamento dei loro archivi*, lire 10,000.

APPROVAZIONE DEL PROGETTO DI LEGGE PER RISTAURI AL CASTELLO DEL VALENTINO.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca la discussione sul progetto di legge per ampliazioni e ristauri al castello del Valentino per l'esposizione in esso dei prodotti nazionali. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 942.)

È aperta la discussione generale.

Se nessuno domanda la parola interrogo la Camera se intenda passare alla discussione degli articoli.

(La Camera passa alla discussione degli articoli.)

« Art. 1. È autorizzata la spesa straordinaria di lire 126,414 per ristauri ed ampliazioni al castello detto del *Valentino* presso Torino, di proprietà dello Stato, onde rendere quel castello adatto alle esposizioni periodiche nazionali dei prodotti dell'industria.

« Tale spesa sarà stanziata nel bilancio del Ministero delle finanze del corrente esercizio 1857, ed applicata ad apposita categoria sotto il numero 145, colla denominazione: *Ampliazione e ristauri al castello detto del* Valentino *presso Torino.* »

(È approvato.)

« Art. 2. La somma di lire 30,000 offerta dalla regia Camera d'agricoltura e commercio di Torino nell'adunanza del 24 febbraio corrente anno, a titolo di suo concorso nella spesa per le ampliazioni sopra citate, sarà versata nelle casse dello Stato qual provento straordinario del bilancio attivo.

« A tale effetto sarà aperta nel bilancio attivo dell'esercizio 1857 apposita categoria sotto il numero 64 e colla denominazione: *Concorso della regia Camera di agricoltura e commercio di Torino nella spesa per ampliazioni al castello detto del* Valentino. »

(È approvato.)

« Art. 3. Alla spesa di cui all'articolo 1 si farà fronte coi fondi disponibili del bilancio attivo dell'esercizio 1857. »

(È approvato.)

Si passa allo squittinio segreto sul complesso della legge.

Risultamento della votazione:

Presenti	103
Votanti	102
Maggioranza	52
Voti favorevoli	98
Voti contrari	4
Si astenne	1

(La Camera approva.)

RELAZIONE SUL PROGETTO DI LEGGE PER MODIFICAZIONI ALLA TARIFFA DI NAVIGAZIONE SUL LAGO DI BOURGET.

PRESIDENTE. Il deputato Chiaves ha la parola per presentare una relazione.

CHIAVES, *relatore.* Ho l'onore di presentare alla Camera la relazione della Commissione incaricata dell'esame del progetto di legge per modificazioni alla tariffa di navigazione sul lago di Bourget. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 1190.)

PRESIDENTE. Questa relazione sarà stampata e distribuita.

Il deputato Valerio scrive all'ufficio della Presidenza che si trova di nuovo trattenuto a casa per incomodo di salute.

DISCUSSIONE DEL BILANCIO PASSIVO DELL'ISTRUZIONE PUBBLICA PEL 1858.

PRESIDENTE. L'ordine del giorno reca la discussione del bilancio passivo della pubblica istruzione pel 1858. (Vedi vol. *Documenti*, pag. 506.)

La discussione generale è aperta.

Il deputato Polto ha facoltà di parlare.

POLTO. Siccome non è mia intenzione di turbare comechessia il tranquillo corso alle cifre di questo bilancio, le quali già io lamento assai ristrette nel progetto ministeriale, e lamento ancora poi essere state stremate dall'inesorabile falce della Commissione (*Ilarità*); così le poche cose che sto per mandare innanzi intendo solo che il signor ministro voglia accoglierle come osservazioni generali, di cui possa tenere conto nella suprema direzione dell'amministrazione cui esso presiede. E veramente, come fin da principio ho deplorata la poverezza delle cifre del bilancio, non sarà disutile che almeno accenni alla fonte dalla quale proviene codesta mia dolorosa impressione. Questa fonte, la quale è sott'occhio di tutti, e quando che sia ognuno può, volgendovi sopra lo sguardo, consultarla, è il bilancio generale passivo, nel quale vedo inscritta la ingente somma d'incirca 148 milioni per i vari servizi dello Stato, mentre non risulta che il sacrifizio di solo un milione e mezzo pel dicastero della pubblica istruzione; dappoichè, come ognuno ben sa, cinquecento e qualche migliaia di più di lire si vedono registrate nelle entrate generali dello Stato, ossia nel bilancio attivo.

Questa considerazione di cose veramente può dare luogo a molte considerazioni.

Come, o signori, pel benefizio materiale della nazione si spendono incirca 146 a 147 milioni di lire, e pel benefizio intellettuale appena venne registrata una somma di un milione e mezzo? Possiamo noi riprometterci che questo bene materiale dello Stato, a cui tutte le nostre cure paiono convergere, possa a lungo andare

fornire quei risultati che diano poi un'idea della felicità e della prosperità generale del paese?

Si ritenga adunque primieramente come la finanza intellettuale dello Stato è d'assai e d'assai al disotto della finanza materiale, anzi si trovi in tale disproporzione che il solo averla cennata non abbia potuto non produrre in tutti una profonda sensazione.

Vado più innanzi. Il dicastero della pubblica istruzione credo di non andar lungi troppo dal vero quando assevero soprastare non meno che all'incirca a 2000 impiegati, parlo della parte militante, ossia della parte viva del dicastero, e non della parte semplice amministrativa.

Or bene, o signori, con questo sacrifizio di un milione e mezzo che lo Stato fa per la pubblica istruzione, quale condizione prepara a questa coorte d'impiegati, di personale attivo? Possiamo noi stabilire un pareggio fra questi e gli altri impiegati degli altri dicasteri, per modo che almeno almeno lusinghiera si mostri l'idea che a questo personale insegnante non sia poi stata così dibassata la condizione da scomparire rimpetto a quelli o non trovarsi di molto inferiori?

Prima di tutto io osservo che in tutti quanti gli altri Ministeri gl'impiegati hanno davanti a loro una carriera indefinita; dico indefinita per modo di esprimermi, tantochè ognuno mi comprenda che, cioè, hanno davanti a sè una lunga carriera, a cui forse non arriveranno mai, ma a cui sempre aspirano, alla cima della quale, se non altro, trovansi posizioni le quali sono più o meno agiate, e possono, dirò così, adescare la buona volontà e l'attività di tutti loro.

Ora questo stato di cose, o signori, lo ravvisate voi negl'impiegati dell'istruzione pubblica? Io vi so dire che la condizione finanziaria di cui potranno fruire sta tra le 800 e le 2200 lire. Dico 800 e 2200 lire senza tema che, per quest'ultima cifra, alcuno mi riscontri che i professori universitari hanno uno stipendio di 3500 lire, giacchè finora, e pur troppo! si lamenta che lo stipendio dei professori universitari, e ciò ancora per quei soli di Torino, sia pur sempre limitato a 2000 lire, stipendio sul quale si basa in ultimo la pensione dopo i voluti anni di servizio.

Ciò posto, crediamo noi che nulla vi sia a ridire, che nulla vi sia a fare per questo dicastero, e possa e debba a lungo ancora durare di fronte alla condizione che è fatta a tutti gli altri dello Stato?

Signori, io ho votate tutte quante le somme che il Ministero, nel sistema suo economico, ha creduto bene di chiedere alla nazione per promuovere il bene materiale dello Stato. So io pure che, senza fare grandi sacrifizi, è vano lo sperare che la nazione ce ne rimeriti con altrettanti. Giacchè, a dire il vero, conviene prima promuovere la prosperità per poterne trarre in appresso profitto. Ma dovremo noi continuare in questo sistema e solo promuovere, come già dissi, il bene materiale, senza pure avere a cuore il bene intellettuale della nazione? Pensiamo che da questo bene intellettuale ne nasce il bene morale, e che è appunto dal bene morale che si può sperare la prosperità completa o fruttuosa dello Stato, la quale, partendo dall'azione illuminata, dal progresso costante e dalla spinta alle grandi imprese, si conchiude nel soddisfacimento dei bisogni generali e più sentiti dei cittadini.

Da ciò ben si rileva che, se mai vi fosse qualcheduno il quale si sentisse forte, malgrado la renitenza del signor ministro delle finanze, di proporre, non già somme omeopatiche, che sarebbe ancora un insulto alla condizione attuale, ma una somma colla quale non solo degnamente rimeritare questi impiegati, ma promuovere eziandio, e con efficacia, il bene intellettuale della nazione; se mai, dico, vi fosse un deputato con tanto coraggio da proporre un'ingente somma, io sarei il primo a votarla. Ed è inutile, o signori, che si stia lesinando ancora sopra le piccole somme, che si cerchi colla lanterna di Diogene dove si possa ancora togliere una lira o un centesimo; davanti ai sacrifizi immensi, davanti agl'ingenti impulsi che si sono dati a tutti gli altri rami dell'amministrazione centrale, io mi sentirei forte di proporre al ministro dell'istruzione pubblica che accettasse almeno 500,000 lire sul suo bilancio.

CAVOUR, *presidente del Consiglio, ministro degli esteri e delle finanze.* È troppo ministeriale.

POLTO. Non credo che farei opera ultraministeriale, perchè porrei soltanto il ministro in grado di ricompensare un po' più degnamente i suoi impiegati; e d'altra parte farei opera di vero, leale, franco e sincero cittadino, superando le pastoie che il sistema economico ci impone, e producendo quel bene intellettuale che finora non si è ancora voluto produrre. Del resto, il signor ministro delle finanze non so come mi terrebbe per troppo ministeriale con questa proposta, quando, a giudicare dall'appunto che mi muove, egli non parrebbe troppo disposto ad acconsentirvi.

Dalla condizione che vi ho tracciato di questi impiegati, qual frutto ha lo Stato? Ve lo dico in due parole: siete sprovvisti di professori, e quando li volete bisogna che li cerchiate altrove, pagandoli il doppio di ciò che è fissato in pianta. Parlo dei professori delle Università.

Sono vacanti diverse cattedre, e il ministro è imbarazzato, nè sa dove dare il capo per trovare persone degne di coprirle, e bisogna che spazii di paese in paese per cercarle; e ciò perchè? Perchè appunto la meschinità delle retribuzioni allontana la gioventù nostrana dal consacrarsi ad una carriera al fine della quale non troverebbe altro per avventura che triboli e spine.

Premesse queste considerazioni, le quali nettamente spiegano quale sarebbe il mio sistema in ordine al dicastero della pubblica istruzione, mi permetterà il signor ministro che, con un accento un po' più pacato, io presenti alcune considerazioni che tengono maggiormente dappresso all'amministrazione.

Il signor ministro sa che ripetutamente in questa Camera, cioè tuttavolta che venne in discussione questo bilancio, si alzarono parecchi oratori a propugnare la condizione dei professori universitari. È già stato ripetuto a nausea come questa condizione voglia assoluta-

mente essere migliorata. Essi godono a Torino di uno stipendio fisso di 2000 lire e di lire 1500 che rappresentano le propine, le quali però non vengono tenute in conto allorquando hanno compiuto gli anni di servizio e, logori dalle veglie e dalle fatiche, volgono al meritato riposo; mentre (anomalia singolare!) i professori delle scuole secondarie presso i collegi nazionali, perchè retribuiti di lire 2200, trovansi ad essere più fortunati, appunto perchè il soldo loro della pensione si regola su questo stipendio fisso, che supera quello dei professori universitari.

Io non ignoro che l'onorevole ministro Lanza ha avuto forse fra le prime sue cure quella di regolare questa materia; gliene do lode. Affretto solo col pensiero il giorno in cui egli faccia prova con atto autentico amministrativo di questa sua buona intenzione. Sarà un benefizio che renderà al corpo insegnante universitario; sarà per avventura anche un incentivo per infervorare maggiormente la gioventù che desiderasse di percorrere questa carriera. Ma, una volta che avrà regolato questa materia, mi permetta il signor ministro che gli accenni ad un altro bisogno, che è poc'appresso della stessa natura.

I dottori di collegio non hanno altra retribuzione che quella che viene sotto il titolo di propine per le assistenze ai pubblici esami. Non è ancora molto che queste propine solevansi dare volta per volta che avevano luogo gli esami; vi era una specie di datario, come si usa nei capitoli delle collegiate, il quale teneva conto delle presenze e delle assenze, ed intanto incassava queste propine.

I tempi del Governo paterno, quando furono veramente maturi, e che avevano uomini che nella pienezza del loro senno consideravano i corpi morali come altrettanti pupilli, fecero sì che l'amministrazione universitaria si facesse padrona di tutte queste propine, se le incamerasse, e dicesse: oh! lasciate, signori miei, che le amministri io queste vostre propine; voi altri non avrete più la difficoltà e il disagio di prenderle volta per volta; io ve le farò retribuire al fine dell'anno, a tenore delle assistenze che avrete prestate, e siate buoni.

Da ciò che cosa ne avvenne? Ne avvenne che l'amministrazione universitaria si creò subito un diritto che non aveva, vale a dire, con molta edificazione e rispetto alla proprietà altrui, ritenne per sè le assenze, le quali andavano prima a profitto generale dei membri dei collegi medesimi. Vi è stata protesta varie volte; ma il Governo, *quia sum leo*, ha sempre resistito alle istanze e ritenute queste propine, e così si è procacciato un nuovo provento, togliendolo, con rara facilità e sicurezza, dalle scarselle altrui. Ma questo non è ancora il solo inconveniente; ve n'ha un altro che accennerò. I regolamenti universitari, si abbia ciò a mente, dispongono che coloro i quali sono di ristretta fortuna, quando raggiungono la pienezza dei voti legali, possono aspirare alla gratuità degli esami. Bene: questa è una delle misure veramente da approvarsi, dappoichè la pienezza dei voti assoluta sia quasi impossibile il raggiungerla. Ma da questo fatto che ne avviene? Che il Governo, non solo fa grazia del deposito al giovane il quale ha raggiunta questa maggiorità legale, grazia che può fare perchè dispone di una cosa sua, ma va più innanzi, e fa grazia di prendere il danaro altrui per fare un benefizio al candidato. Esso gli dice: voi prenderete l'esame gratuitamente, non solo per la parte che spetta al Governo, cioè pel deposito, ma di più io, senza nemmeno consultare i corpi, perchè sono pupilli, mi faccio lecito di prendere ciò che è di loro per darlo a voi. Questi fatti si ripetono sovente nell'anno, ed io domando, o signori, se siamo ancora ai tempi da essere tenuti come pupilli. Dobbiamo ancora far buona questa ragione, *quia sum leo*, al Governo d'impadronirsi di ciò che non è suo, perchè abbia il sembiante di fare un benefizio? Signori, i collegi non hanno bisogno che il Governo li diriga per fare delle opere di beneficenza. Delle cento volte essi hanno fatto questo benefizio ai giovani i quali, quantunque non avessero raggiunta la maggiorità legale, tuttavia si trovavano in grave distretta di mezzi pecuniari, per cui o non avrebbero più potuto prendere l'esame, o forza era lo prendessero gratuito, o si addassero ad altra carriera; le cento volte, dico, li ha ammessi gratuitamente.

Dirò di più: nell'epoca del 1848 e 1849, in cui il fervore della nostra scolaresca la trasse con islancio spontaneo alla guerra dell'indipendenza, i collegi, e massime il collegio a cui appartengo, hanno stabilito che a tutti quei volontari avrebbero conferta la laurea gratuitamente, rinunziando ciascun dottore alle propine.

Stando adunque alla natura di queste propine che non sono per niente di proprietà del Governo, si può ancora tollerare che il Governo ne usi e ne largheggi a suo piacimento senza nemmeno consultare il corpo a cui appartengono? Io invoco dal signor ministro che, allorquando metterà appunto mano a regolare le propine dei professori per concretarle cogli stipendi fissi, non dimentichi le circostanze che ho avuto l'onore di affacciargli in ordine a quelle dei dottori collegiati.

Finalmente, passando ad altre osservazioni, se, dopo 20 anni e più che appartengo ad un collegio, posso aver il diritto di usare dei lumi di una esperienza che ho potuto acquistare, mi rimane lusinga che non sia per accennare invano ad un'altra bisogna.

Ho fatto già un cenno rapidissimo sulla difficoltà in cui il ministro della pubblica istruzione spesso s'incontra di trovare individui che possano degnamente surrogare le vacanze dei professori titolari. Questo stato di cose bisogna naturalmente che nasconda una cagione qualunque.

Per il tempo passato, o signori, era facile comprendere ciò: dappoichè in allora bisognava essere in buon odore presso le autorità, pieghevole, ossequioso, e, in una parola, appartenere a quel certo partito la cui protezione era l'unica che potesse dare una salutare ed efficace spinta nella carriera dell'insegnamento. Ma in questi tempi in cui io credo che sieno tolti di mezzo

questi inciampi, e dove il raggiro tenebroso e le folli antipatie non debbono più signoreggiare, credete voi che non continui lo stesso stato di cose? Ebbene, o sia ammalato un professore o muoia, con tutti questi corpi scientifici, con tutti i dottori di collegio, non sempre, è duro a dirsi, non sempre si è in caso neppure in oggi di coprire le vacanze delle cattedre. Per vero, le parti d'insegnamento sono così in oggi moltiplicate e le materie per sè hanno preso così esteso sviluppo che non è a fare le maraviglie che difficilmente si trovino gl'individui presti alle supplenze od al rimpiazzo degli insegnanti titolari.

Aggiungete che, se anni addietro erano pochi i professori universitari, cinque in leggi, sei in medicina, quattro in teologia e due in filosofia, che in allora era cattedra universitaria, ora si è duplicato ed anche triplicato il numero dei professori, il che però non toglie che non istia la lamentata condizione di cose. La quale io penso che non altrimenti provenga se non se dall'aver sin qui continuato nel vieto sistema di non aver mai voluto dare l'affidamento ad alcun individuo per aspirare a quelle cattedre in futuro.

Fu rappresentata da tutti i collegi, e, credo, da tutte le Università, la necessità di venire una volta alla nomina di applicati alle varie cattedre; sistema questo che, nel mentre rassicurerebbe all'evenienza un surrogante su cui contare, avrebbe il doppio vantaggio, e di mantenere, dirò così, in sull'eretto il professore titolare che non vorrebbe, all'occasione, parer di meno del rimpiazzante, e questi sarebbe grandemente eccitato a non far guari rincrescere l'assenza dell'insegnante ordinario; reciproca rivalità che volgerebbe tutta in profitto della scientifica istruzione. Ma, per quanto io mi sappia, il buono e coscienzioso suggerimento delle facoltà non è stato finquì accolto, nè tampoco si ebbe mai una dichiarazione da verun ministro che almeno lo si avrebbe fatto soggetto di studio: e intanto ciò noi vediamo arrivare, che talvolta ad una cattedra è chiamato colui il quale è benissimo supponibile capace, ma non ha ancora date prove pratiche della sua speciale attitudine per quella parte a cui è chiamato. E questa, a mio avviso, è grave avvertenza, giacchè per insegnare con frutto, e frutto immediato, il professore non debbe già fare un tirocinio a spese del profitto dei giovani, ma bensì ad essi presentarsi già fatto, già abile, già nel possesso delle sue attribuzioni.

Ecco le osservazioni che ho creduto poter mettere innanzi al signor ministro, nella ferma fiducia le avrebbe in buona parte ricevute, tanto più che, grazie a Dio, mi trovo in tale posizione in cui nè sono lusingato di percorrere, nè vorrei più in oggi percorrerla, la carriera dell'insegnamento. Quindi ognuno può essere persuaso che le parole da me pronunciate in questo recinto non possono essere mosse da verun secondo fine, da alcuna seconda veduta; sebbene non possa certamente rinunziare all'esperienza che dovetti acquistare fra i miei colleghi, dacchè faccio parte dell'Università; esperienza che mi farebbe credere d'aver mancato gravemente ai miei doveri, se di fronte a questi bisogni ed a queste avvertenze non mi fossi fatto carico di tenerne aperto e sincero linguaggio al signor ministro.

LANZA, *ministro dell'istruzione pubblica.* Debbo innanzitutto ringraziare l'onorevole preopinante pel vivo interessamento che ha dimostrato riguardo al bilancio che cade ora in discussione, manifestando il desiderio che siano allogati più larghi fondi per poter svolgere di più cadun ramo dell'insegnamento, retribuire più convenientemente i professori e rifornire anche gli stabilimenti scientifici di tutti quei mezzi che sono necessari per aiutare il progresso dei buoni studi.

Per me porto fiducia che mano mano si verranno dal Parlamento discutendo le singole leggi pel riordinamento dei vari rami della pubblica istruzione, saranno anche accettate quelle spese che si riconosceranno necessarie al maggior incremento di questa. È pur troppo vero che, comparativamente agli Stati più civili, il bilancio della pubblica istruzione del Piemonte trovasi per alcuni rami dell'insegnamento in una condizione inferiore. Non vuolsi però tacere che per altri rami si fanno da noi spese proporzionalmente eguali, se non anche maggiori. Ad esempio, non credo che nè la Francia nè il Belgio spendano proporzionalmente per l'istruzione universitaria e per la secondaria quanto noi.

In Francia la spesa per l'istruzione superiore non eccede la somma di 4,800,000 lire con una popolazione, come sapete, superiore a 36 milioni. Presso di noi invece l'istruzione universitaria costa poco a presso lire 800,000; e, fatto il raffronto della popolazione, tale somma non è inferiore a quella che a tal uopo è destinata in Francia, assai minore poi è quella che si spende nel Belgio.

Lo stesso si debbe dire riguardo agli studi secondari. E per questi dobbiamo tenere conto non solo delle somme che figurano nel bilancio, ma sì anche di tutti i sussidi, di tutte le altre somme che sono stanziate dai comuni e dalle provincie, e di tutti i redditi provenienti da lasciti particolari.

Se noi raggruppiamo assieme tutte queste somme con quella inscritta in bilancio, vado persuaso che le spese per l'istruzione secondaria superano un milione e mezzo. Ma non credo che nè in Francia nè altrove si spenda rispettivamente di più.

Che se tutte codeste spese che andiamo facendo per gli studi universitari e per i secondari classici non raggiungono ancora il fine che ho accennato sopra ed accennava l'onorevole Polto, non debbesi ascrivere tanto alla loro insufficienza, quanto principalmente all'ordinamento attuale ed alla distribuzione delle Università e dei collegi.

Riguardo all' istruzione superiore, l'inconveniente consiste in ciò, che noi abbiamo quattro Università, oltre a molte scuole universitarie sparse per le provincie, mentre che gli altri paesi hanno una sola Università od almeno ne hanno un numero minore di quello che abbiamo noi. Nel nostro paese si disperdono i fondi per diversi centri, mentre in altri Stati essi sono più

concentrati e quindi, anche in minor proporzione, giovano meglio.

Debbo però prevenire la Camera che con quest'avvertenza non intendo punto di pregiudicare per ora la questione che si avrà poi a fare sul numero maggiore o minore di Università che si vogliano conservare; volli unicamente constatare un fatto, il quale si presenta molto opportunamente per rispondere alle osservazioni fatte dall'onorevole Polto.

Quanto poi alle scuole secondarie, l'inconveniente sta pure in ciò, che si ha un numero eccessivo di collegi in proporzione della popolazione. Onde ho argomento di pensare che, quando con buone leggi si dia un appropriato ordinamento agl'istituti d'istruzione universitaria e secondaria, senza trascurare verun ramo di scienza, senza in nessun modo restringere gli studi, anzi dando ad essi un maggiore incremento e forza maggiore, se non con la stessa somma, almeno con un aumento non grave, si potranno migliorare e gli stabilimenti ed anche la condizione degl'insegnanti.

Non si può certamente disconoscere che gli stipendi di questi, in generale, non sono ragguagliati colle loro fatiche e col loro merito. Questo lo debbo francamente dichiarare. Dal Governo si è pur fatto quanto si è potuto (almeno per mia parte io feci quanto mi fu possibile) per migliorare, nei limiti delle somme di cui si poteva disporre, ed anche con qualche aggiunta, la condizione dei professori, particolarmente di quelli delle scuole secondarie. Ma ciò non basta. Bisognerà fare di più, se si vuole veramente attirare in questa carriera persone capaci che facciano onore all'insegnamento e non si metta in imbarazzo il Governo per provvedere alle cattedre vacanti.

Questo lo dico anche riguardo ai professori universitari. Non bisogna però celare la diversa condizione in cui si trovano questi. Non voglio certo attenuare la convenienza di accrescere il loro stipendio, ma non è da esagerarsi la tenuità del medesimo. È vero che questi assegnamenti sono, particolarmente in alcune Università, molto tenui; ma non è men vero che la massima parte dei professori addetti all'insegnamento universitario ritraggono altri guadagni dall'esercizio delle proprie professioni; il che difficilmente è dato ai funzionari che appartengono agli altri dicasteri.

Io penso che questo fatto, il quale ormai è generale, non si debba promuovere, direi quasi spingere a che assuma ancora maggiori proporzioni, poichè ciò potrebbe recare danno alla pubblica istruzione; e, se si potessero avere professori che esclusivamente attendessero all'insegnamento ed alla scienza, non vi ha dubbio che sarebbe molto meglio. Ma credo difficilissimo ciò ottenere, perchè, se si volesse retribuire molti di essi in ragione di quanto guadagnano o possono guadagnare coll'esercizio delle proprie professioni, si richiederebbero spese ingenti, che lo Stato non potrebbe sopportare. D'altronde sarebbe poco equo impedire assolutamente a tali insegnanti l'esercizio della loro professione, quando il loro assegnamento non corrisponde a quel prodotto che potrebbero ricavare dal proprio ingegno e dalla propria scienza. Dunque ben si vede che, se si deve riconoscere che esiste questo sconcio della tenuità degli stipendi per molti insegnanti, però vi sono alcune circostanze le quali temperano alquanto e rendono meno sconveniente questo stato di cose.

Conchiudo tuttavia col dichiarare essere mio fermo proposito di procurare che questi stipendi vengano accresciuti; ma sarà difficile che questo si possa fare equamente con norme uniformi per tutti senza un riordinamento generale degli studi medesimi; giacchè, se noi vogliamo retribuire tutti i professori che sono nelle diverse Università nello stesso modo fin d'ora, noi ci impegniamo in una gravissima spesa, la quale forse, procedendosi ad un riordinamento, potrebbe essere più moderata.

Passo ora al terzo ramo d'insegnamento, a quello delle scuole elementari, e qui credo che esiste il male principale, lo sconcio più grave. È vero che le somme che a tal uopo si spendono particolarmente per parte dello Stato, sono così microscopiche che non potrebbero ulteriormente tollerarsi senza veramente incorrere nella taccia di curare poco la popolare coltura. Non vi è paese sicuramente, per poco civile che sia, il quale spenda così poco per l'istruzione elementare come avviene presso di noi, giacchè il Governo non vi concorre che per una somma dalle 140 alle 150,000 lire. Il rimanente che spendesi a questo riguardo è tutto a carico dei comuni e delle provincie, le quali hanno bensì fatti ingenti sacrifizi, ma è pur certo che da per se sole non saranno mai in grado di stabilire tante scuole per l'istruzione elementare quante si richiedono per soddisfare ai bisogni di tutti i cittadini, e per retribuire in un modo non certamente lauto, ma discreto, i maestri e le maestre. Quindi è intendimento del Ministero che la legge relativa all'istruzione elementare e i miglioramenti economici che si dovranno in essa introdurre vengano i primi sottoposti al Parlamento.

Parmi con ciò aver detto abbastanza sulla quistione della spesa. Ora verrò a rispondere alle altre considerazioni esposte dall'onorevole Polto.

Egli fece appunti al Governo intorno ad alcuni regolamenti sulle propine dei dottori di collegio e professori sostituiti. Ei crede che siasi fatta un'ingiustizia, commesso un atto leonino col togliere l'amministrazione delle propine ai diversi collegi delle facoltà che anticamente le raccoglievano, e tutte a loro profitto le distribuivano, mentre ora vengono incassate dall'esattore demaniale e ripartite in ragione degli esami che ciascun dottore dà nel corso dell'anno scolastico.

Secondo l'antico sistema delle corporazioni, secondo cui erano fondati i collegi, si usava appunto di avere per ogni facoltà una specie di cassiere particolare che raccoglieva le propine, e, fatte alcune spese loro proprie, il rimanente lo si divideva fra i membri di quelli.

Ma d'allora in poi le cose sono cambiate; le corporazioni furono soppresse, ed essendosi il Governo incaricato di fare tutte le spese della pubblica istruzione, è

naturale che abbia anche ad incassare tutti i diritti universitari. Altrimenti si sarebbe incaricato di far tutte le spese, anche quelle che erano a carico delle propine, e non dovrebbe ritirare in compenso nemmeno un obolo dei prodotti universitari, il che non sarebbe giusto. Onde mi pare che, quando è stabilita una quota conveniente per ogni esame dato, i dottori di collegio non possano più lagnarsi, perchè la loro opera è retribuita; nè essi possono giustamente aspirare ad avere il residuo prodotto di queste propine, il quale serve in minima parte a compensare tante altre spese che il Governo è tenuto di sostenere per la pubblica istruzione.

L'onorevole Polto però trova meritevole di censura la facoltà che l'autorità universitaria od il Governo si sono attribuita, di esonerare dal pagamento del diritto degli esami alcuni studenti, i quali si siano distinti negli esami medesimi...

POLTO. L'ho detto anzi lodevole quest'uso.

LANZA, *ministro dell'istruzione pubblica.* Mi pare che ella siasi lagnata che l'autorità universitaria o il Ministero, quando esonerano qualche studente dal pagare il diritto degli esami, non retribuiscano i dottori di collegio che danno questi esami.

Io credo che quest'uso è inveterato nell'Università, e che si è sempre seguìto anche nei tempi delle corporazioni. È stabilito nelle stesse regie Costituzioni dell'Università che i giovani poveri di fortuna, ma d'ingegno e di buona condotta, i quali abbiano superati lodevolmente gli esami dell'anno precedente, siano ammessi agli esami dell'anno seguente senza pagamento del deposito.

L'onorevole Polto dice che alcune volte accade che, quantunque uno studente non abbia riportato precisamente la pienezza dei voti che è voluta per ottenere l'esenzione da questo deposito, tuttavia si concede questo favore senza consultare i dottori di collegio...

POLTO. Mi perdoni; non ho detto questo. Io capisco la portata di quest'osservazione del signor ministro.

LANZA, *ministro dell'istruzione pubblica.* Allora avrò compreso male; abbia la compiacenza di rettificare la cosa.

POLTO. Io ho detto che quand'anche parecchie volte si fossero incontrati studenti di ristretta fortuna, i quali, per mala loro ventura, non avessero raggiunto la maggiorità legale, tuttavia i corpi da per sè si disponevano e si erano disposti a dare loro l'esame gratuito. Non è che io dicessi che il Ministero qualche volta abbia fatto che alcuni giovani, quantunque non avessero raggiunta la maggiorità legale, tuttavia prendessero l'esame gratuitamente. Io non ho fatto di queste recriminazioni; ho solamente voluto, a giustificazione di questi corpi, accennare a casi, i quali mostrano il loro disinteresse, e che non era punto sotto vista d'interesse che io aveva accennato a quei fatti delle autorità universitarie, ma bensì ed unicamente per far risultare anche la mancanza di riguardi che ne avveniva ai collegi, i quali si costringevano a fare sacrifizi del proprio, senza nemmanco renderneli consapevoli, e anticipatamente.

LANZA, *ministro dell'istruzione pubblica.* Non c'è alcuno sicuramente che possa rivocare in dubbio il disinteresse, la generosità dei collegi delle facoltà, ma mi pare che ella abbia detto che, senza consultare le facoltà, il Ministero talvolta si arrogasse il diritto di esonerare dal deposito dei giovani, quantunque non avessero raggiunta la maggiorità legale dei voti.

POLTO. No, no. Rettificherò ancor meglio quanto ho detto. Io dissi che il Governo non li consultava nel concedere l'esame gratuito, quando i giovani avevano raggiunto la pienezza di voti legale, ma non ho detto che tuttavia ciò concedesse quand'anche non l'avessero raggiunta.

LANZA, *ministro dell'istruzione pubblica.* Sono grato delle spiegazioni ulteriori date dall'onorevole Polto; tenga perciò come non date le mie risposte relativamente a questo punto. Ma mi permetta allora di osservare che non è il caso di consultare le facoltà quando il giovane si trova precisamente nella condizione prevista dai regolamenti. Si potrebbero consultare quando si trattasse d'una eccezione non prevista dai regolamenti, ma non già nei casi previsti.

Due parole dirò ancora riguardo ai professori sostituiti. L'onorevole Polto ha osservato che essendosi accresciuto di molto il numero degl'insegnamenti, e quindi quello delle cattedre, non è più possibile che uno o due sostituiti solamente possano disimpegnare convenientemente l'ufficio loro commesso; giacchè non è possibile che conoscano tutto lo scibile di una scienza così profondamente da improvvisare delle lezioni nei diversi suoi rami. Io ammetto affatto come fondate tali considerazioni: riconosco che questo è un vizio che esiste nelle nostre facoltà universitarie, e che a ciò è d'uopo provvedere. In parte però si è già provveduto col modo con cui si sono regolati i concorsi all'aggregazione.

Questi concorsi, come ben sa l'onorevole Polto, si danno in modo che i candidati debbono dar prova di conoscere specialmente un dato ramo della scienza rappresentata dalla facoltà. Quindi si può facilmente destinare a sostituire i professori i dottori collegiati, secondo che hanno dimostrato la loro specialità per questo o per quel ramo. Ma ciò non basta ancora, io credo che bisogna venire al sistema degli aggregati per modo che i dottori di collegio non siano più con destinazioni generiche, ma che ad ognuno di essi sia assegnato un dato ramo di scienza, e che debba all'evenienza sostituire il professore di questo ramo.

Questo però non si può fare che con un ordinamento legislativo, e prova appunto sempre più la necessità di venire ad una riforma generale degli studi universitari. Per ora non si può rimediare se non incaricando, di mano in mano che occorre di sostituire un professore mancante, quel dato dottore di collegio che ha mostrato maggiore attitudine per quel ramo particolare di scienza; certo però non si potranno mai spingere le cose al punto di dare un affidamento a codesti aggregati o sostituiti di aver la cattedra qualora venga a mancare il professore, perchè allora si distruggerebbe il sistema dei con-

corsi per il conferimento delle cattedre o forse questo sistema si limiterebbe ai dottori di collegio che hanno dato prove di capacità in quel ramo particolare di scienza. Ma il primo spediente torrebbe di mezzo una delle maggiori garanzie per affidar bene le cattedre; l'altro condurrebbe a restringere assai la cerchia di questi concorsi alle cattedre, sì da renderli meschini, e da non giovare certo all'incremento degli studi.

Quando si tratta di concorso alle cattedre, il Governo deve aver di mira di provvedere il soggetto più degno, ovunque abbia studiato, qualunque sia la sua patria, il quale sappia far progredire la scienza e fare dei buoni allievi. Non deve certo dimenticare i servizi e le prove di capacità date dai dottori di collegio; deve metterli sulla bilancia prima di dar il suo giudizio: ma i dottori collegiati non debbono mettersi in condizione assoluta ed esclusiva per essere nominati a professori.

Mi pare con ciò di avere risposto specificamente alle osservazioni dell'onorevole Polto, ammettendo quelle che mi paiono ragionevoli e fondate sulla verità e combattendo le altre che mi sembrano poco conformi al buon andamento degli studi.

POLTO. Farò alcune osservazioni a quanto disse il signor ministro.

Egli si faceva forte, in ordine alle propine dei dottori di collegio con dire che le corporazioni essendo state abolite, ed essendo invece i corpi scientifici passati sotto la tutela governativa, natural cosa fosse che anche queste propine dovessero cadere nelle casse dell'erario ed essere dal medesimo amministrate.

Io ho già detto come quest'atto, che fu compiuto pei corpi scientifici, sia uno di quelli di cui parmi non avrebbe molto a gloriarsi un Governo costituzionale, giacchè sia stato compiuto appunto da quel Governo che riconosceva l'incapacità dei corpi morali, cui teneva come pupilli.

Che cosa direbbe il signor ministro se il suo collega il guardasigilli si mettesse in capo d'incamerare, ad esempio, le distribuzioni corali dei canonici e ritenesse per sè o per l'erario le assenze e ne facesse quell'uso che meglio gli talentasse senza nemmanco dir verbo ai naturali partecipanti o, quel che è più, imponendo loro ancora delle privazioni, e ciò sotto il bel manto della necessaria tutela governativa là dove non debbono più esistere corporazioni? Io non vorrei dunque che egli si appoggiasse sopra un fatto il quale pute troppo di quel gran potere che s'arrogava il Governo assoluto. Io apprezzo poi grandemente la risposta che il signor ministro mi ha data riguardo agli applicati delle varie cattedre.

Egli osservava benissimo che una volta che si fosse dato l'affidamento ai vari applicati, necessariamente sarebbero ridotti a zero i concorsi; ma altro è avviare un individuo in una carriera e dirgli: sappiate però che questa per voi non sarà definitiva se non quando avrete vinto il concorso; altro è non ammetterne alcuno: poichè, se il signor ministro vede la necessità di dover provvedere quando che sia alle vacanze che possano aver luogo, egli deve, qualunque poi ancora sia la condizione che s'inframmetta, nominarli. Sebbene, quando verrà la discussione della collazione delle cattedre, discuteremo molto sul sistema del concorso.

ASPRONI. Quando si domanda ai signori ministri un qualche aumento che non sia da loro gradito, essi hanno due risorse per ischermirsene. Se domandiamo un aumento di stipendio pei professori e per coloro che se lo meritano in occasione del bilancio, essi ci rimandano alle leggi organiche. Quando poi vengano a presentare leggi speciali per provvedere a quei casi particolari che sono di loro beneplacito, e noi imploriamo le leggi generali, essi dicono: bisogna andar piano, bisogna provvedere poco per volta, perchè chi vuole tutto, ottiene nulla: ed io credo che questo secondo metodo, nel sistema cui siamo avviati, sia molto più ragionevole del primo. Ora, attenendomi a questo, io domanderei al signor ministro dell'istruzione pubblica che provvedesse ai bisogni più urgenti, a quelle cose che racchiudono una flagrante ingiustizia, e di queste flagranti ingiustizie il bilancio della pubblica istruzione ce ne offre più di tutti gli altri bilanci dello Stato. Io dovrei fare delle proposizioni, ma siccome sarebbe opera inutile, sarebbe fare spreco delle mie parole, non essendo il signor ministro disposto ad assentivi, e quindi la maggioranza, mi limiterò ad alcune osservazioni intorno al modo col quale è stipendiata la pubblica istruzione nel nostro Stato, che ne ha l'esclusivo monopolio, non essendosi che in parole vane consentita finora libertà d'insegnamento. Essa vi è nel Belgio, vi è in Francia, e colà supplisce a quelle spese, di cui l'onorevole ministro faceva il confronto in paragone a quelle che noi facciamo.

La spesa complessiva per la torinese Università risulta nella totale somma di lire 244,072. Non domanderò che vi sia diminuzione; anzi, se il ministro vorrà proporre aumento anche a beneficio dell'istruzione in Torino, io l'appoggerò col mio voto, e molto volontieri, purchè non sia per creare cattedre di lusso. La spesa dell'Università di Genova ascende a sole lire 90,160 68.

La spesa per l'Università di Cagliari monta a sole lire 40,126 14, e per quella di Sassari a sole lire 32,160.

Fatto il paragone risulta che la spesa per l'Università di Genova non raggiunge la metà della spesa dell'Università di Torino, e le due Università di Sardegna riunite non hanno dallo Stato l'assegnamento pur misero stanziato per la sola Università di Genova.

CAVOUR, *presidente del Consiglio, ministro degli esteri e delle finanze.* Paragoni le popolazioni!

ASPRONI. Il signor ministro dice che paragoni le popolazioni; ma io domando al signor ministro Cavour se il professore che deve dare l'insegnamento in queste Università possa e debba regolare la dottrina, la sua lezione secondo il maggiore o minor numero degli uditori. Io credo che converranno tutti che deve farsi per lo stesso insegnamento uguale studio, uguale fatica tanto per dieci scolari, come per 1000 che siano nella scuola.

Ma ciò non basta. Per far risaltare lo squilibrio delle

spese stanziate nel bilancio, giova richiamare l'attenzione della Camera e del pubblico sulla distribuzione dei collegi-convitti nazionali. In terraferma uno ve ne ha a Torino, uno a Genova, uno a Ciamberì, uno a Nizza ed uno a Voghera. La Sardegna non ne ha nessuno; non ha che due soli convitti, uno a Cagliari e l'altro a Sassari.

Come ho notato sopra, per l'Università di Sassari si spendono 32,000 lire. Per il collegio-convitto di Torino, lire 50,000, poi vi è un altro collegio detto di San Francesco da Paola a Porta Nuova che costa 33,500 lire. Che eloquente confronto!

Ripeto che io sono ben lontano dal far rimprovero al Ministero di queste spese; desidero che per l'istruzione e l'educazione del popolo siano portate ad una somma maggiore di quella che vi si eroga attualmente, perchè questa spesa non è sprecata, non è inutile, ma è una somma la quale frutterà molto sotto ogni riguardo e ci compenserà col risparmio di quelle spese che lo Stato è costretto a fare per la repressione e per la forza pubblica e per le carceri e per i bagni e per i patiboli.

Notate poi un'altra parzialità scandalosa. Nella biblioteca per l'Università di Torino si spendono 15,000 lire, per quella di Genova lire 6500, per quella di Cagliari lire 2000 e lire 1500 per quella di Sassari.

CAVOUR, *presidente del Consiglio, ministro degli esteri e delle finanze.* È sempre in proporzione.

ASPRONI. Bella proporzione in verità!

L'isola di Sardegna poi si presterebbe forse a preferenza di qualunque altra parte dello Stato per stabilirvi un orto botanico. Tutte quelle che vi sono, sono piante della natura indigena, o se importate, di qualche particolare. Con qual profitto della scienza lo sa il signor ministro della pubblica istruzione che si trova poi grandemente imbarazzato a dover ricercare con sacrifizi ed aumenti di stipendio i professori che naturalmente nell'isola non si possono formare, perchè non hanno i mezzi di fare cosiffatti studi speciali.

Io prego la Camera e richiamo l'attenzione del ministro sulla condizione in cui sono i professori delle Università di Cagliari e di Sassari nelle facoltà di filosofia e di medicina, i quali hanno uno stipendio di lire 1160. Nè si dirà che i professori di matematiche potranno supplire alla deficienza di stipendio colle risorse che hanno nella loro professione, come poco fa il signor ministro osservava per i medici e gli avvocati. Ve ne sono poi nella facoltà della teologia alcuni che hanno 1380 lire di stipendio.

Le facoltà di filosofia e di matematica, che dovrebbero essere di preferenza aiutate e moltiplicate in Sardegna dove si ha assoluta scarsezza d'ingegneri, mancano affatto, e gli studenti che devono fare un corso completo di matematiche, per essere laureati architetti od ingegneri, bisogna che vengano nel continente.

Quando nel 1850 si decretò una legge la quale temperò in parte l'ingiustizia che vi era riguardo a tutti i professori delle Università, si provvide a quelli che appartenevano ai collegi di giurisprudenza. Tutti gli altri furono dimenticati. Si disse allora che si sarebbe provveduto con leggi posteriori che si stavano preparando. Ora sono decorsi sette anni, ed ancora nulla si è fatto. Intanto i professori languono nella miseria, sono confortati nell'esercizio del loro sublime ministero; e quando, stanchi degli anni e delle fatiche, sono obbligati a chiedere il loro ritiro, non hanno neppure di che vivere. Che bel compenso agli uomini che consacrarono la loro vita a dispensare il pane divino della scienza! Io, per me, quando istituisco il paragone di ciò che si dà ad un guardaboschi, ad un usciere, e ciò che si paga ad un professore, confesso che resto grandemente umiliato.

Dopo avervi fatte queste rivelazioni, io dovrei riservarmi a fare una proposizione, venendo alla categoria dell'insegnamento universitario e dei collegi nazionali. Ma l'esperienza antica e novissima mi ha edotto quale vittoria io ne riporterei: un voto negativo. Per la qual cosa, contentandomi di aver rilevate queste ingiustizie, e dirò eziandio vergogne, e lasciando che l'opinione pubblica, svolgendosi da sè, si faccia meglio esaudire dai signori ministri, credo aver compiuto il debito mio e mi siedo.

DEMARIA, *relatore.* Io non risusciterò le questioni che vennero lungamente trattate dall'onorevole Polto e dal signor ministro, ma non posso lasciare finire la discussione generale senza respingere, a nome della Commissione, un appunto che le venne fatto dall'onorevole Polto. Egli dipinse la Commissione come armata di falce, come cercante colla lanterna di Diogene il modo più raffinato per far più sottile questo bilancio, che pur troppo lo è già.

Io prego l'onorevole Polto a leggere la relazione e troverà risposta al suo rimprovero; vedrà che la Commissione, mentre fu sollecita di rendere maggiori i risparmi che già il signor ministro le proponeva sulle spese d'amministrazione, annuì poi di buon grado a tutti quegli aumenti che avevano per iscopo di agevolare l'istruzione, sia che si chiedessero fondi per aumentare insegnanti, sia che si domandassero mezzi per fare più ricchi gli stabilimenti universitari.

Fatta quest'osservazione, per il momento non ho più nulla da aggiungere.

PRESIDENTE. Interrogo la Camera se intenda passare alla discussione delle categorie.

(La Camera passa alla discussione delle categorie.)

Voci. A domani!

INCIDENTE SULL'ORDINE DEL GIORNO.

PRESIDENTE. Prego i signori deputati a voler attendere alcuni istanti.

Ricorderò alla Camera che domani, secondo la deliberazione stata presa, sono portate all'ordine del giorno relazioni di petizioni, e lunedì avrà luogo la continuazione della discussione del bilancio della pubblica istruzione.

Ora sarebbe conveniente che si fissasse fin d'ora qual altro progetto di legge debba successivamente essere posto in discussione. Oltre al bilancio attivo e ai resoconti che si faranno passare di mano in mano che si presenteranno, sono in pronto i seguenti progetti di legge:

Disposizioni intorno alle pensioni civili e militari;

Sussidi alle scuole speciali dei comuni e delle provincie;

Riforma dei diritti di gabella;

Consorzi di provincie per l'apertura e sistemazione di nuove strade nazionali;

Riordinamento del collegio di Racconigi;

Nuova convenzione colla compagnia Transatlantica;

Ferrovia *Vittorio Emanuele:* traforo del Moncenisio;

Modificazione alla circoscrizione di alcuni comuni.

Ora interrogo la Camera a quali di questi progetti di legge intenda dare la priorità.

Voce. E quella sulle petizioni?

ASPRONI. Non siamo in numero.

CAVOUR G. Domando la parola

PRESIDENTE. Ha facoltà di parlare.

CAVOUR G. Io voleva far presente alla Camera che la legge relativa al traforo del Moncenisio tiene sospesi molti e gravissimi interessi. La società di Novara è in uno stato precario, dannoso veramente e agli azionisti e al paese. Molti sono i lavori urgentissimi da intraprendere, fra gli altri la congiunzione di questa linea con quella di Susa, prescritta da una legge; ma intanto si ignora chi debba farla. Vi è un numero grande di azionisti i quali non sanno se continueranno o no. Qualunque sia per essere il voto della Camera, è necessario che si sia espresso prima che questa si sciolga.

Per questi motivi farò istanza onde questa legge sia posta all'ordine del giorno fra le prime: è già all'ordine del giorno la legge dei consorzi delle strade fra le provincie; ho udito che anche quella delle pensioni è desiderata; io non mi oppongo a che queste abbiano la priorità, ma chiederei che dopo di esse venisse posta all'ordine del giorno la legge concernente il traforo del Moncenisio.

CAVOUR, *presidente del Consiglio, ministro degli esteri e delle finanze.* Alle ragioni ora addotte dall'onorevole preopinante aggiungerò una considerazione gravissima.

Le questioni sollevate dalla legge del traforo del Moncenisio sono molte e di gran momento; quindi è necessario che, se queste devono essere sciolte in questa Sessione, non arrivi assolutamente l'ultima all'altro ramo del Parlamento, onde abbia tempo bastevole a prenderla ad esame. Quindi mi pare che, anche per questo motivo, sia conveniente di porla all'ordine del giorno dopo quella sui consorzi delle provincie.

MONTICELLI. E la legge delle gabelle?

CAVOUR, *presidente del Consiglio, ministro degli esteri e delle finanze.* La legge delle gabelle solleverebbe una discussione che durerebbe quindici giorni, e non si farebbe più nulla. Io supplico la Camera di non separarsi senza aver votato questa grande impresa a cui ho poco anzi accennato, la quale onorerà l'opera sua e il paese. Quanto al Ministero, esso è pronto a rimanere su questo banco sino alla fine di luglio, e a discutere la legge delle gabelle sino agli ultimi suoi particolari; ma temendo che questa discussione possa andare per le lunghe, e che quest'Assemblea si abbia a sciogliere in quel frattempo, io faccio le più calde istanze alla Camera onde voglia mettere all'ordine del giorno, dopo la legge sui consorzi delle provincie, quella sul traforo del Moncenisio.

PRESIDENTE. Faccio osservare ai vari oratori che hanno chiesto la parola sopra questo incidente, che la Camera non è più in numero, e che quindi non si potrebbe più deliberare su questa proposta.

Essendosi presentate le relazioni sugli spogli pel 1851 e 1852, e sulle maggiori spese per il 1851-52, mi pare che si potrebbero mettere all'ordine del giorno lunedì dopo la legge sui consorzi delle provincie. *(Sì! sì!)*

CAVOUR, *presidente del Consiglio, ministro degli esteri e delle finanze.* Io appoggio caldamente la proposta dell'onorevole presidente per ciò che riguarda le maggiori spese. Se il ministro delle finanze non può regolarle, siccome l'esercizio sta per finire, bisogna portarle tutte nei residui, il che dà luogo ad operazioni di contabilità molto complicate.

PRESIDENTE. Propongo che la seduta di domani cominci al tocco preciso dopo mezzogiorno. *(Sì! sì!)*

La seduta è levata alle ore 5 1/4.

Ordine del giorno per la tornata di domani:

Relazione di petizioni.